



La question sociale sous la scène de la COVID-19 en Amérique latine

Diagnostic de la situation
socioéconomique et environnementale
en Amérique latine et les Caraïbes

CENTRE DE GESTION DES CONNAISSANCES
OBSERVATOIRE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE PASTORAL

Collection Documents CELAM pour le Débat

No. 01

La question sociale sous la scène de la COVID-19 en Amérique latine

Diagnostic de la situation socioéconomique
et environnementale en Amérique latine et
les Caraïbes

CENTRE DE GESTION DES CONNAISSANCES
OBSERVATOIRE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE PASTORAL

**Première édition,
Bogota, D.C., mai 2020**

Editoriale CELAM

Carrera 5 N.º 118-31
PBX: (571) 587 97 10, ext. 307 - 345 y 351
editora@celam.org

Président du CELAM

Mgr. Miguel Cabrejos Vidarte,
OFM Archevêque de Trujillo, Pérou

1er Viceprésident du CELAM Cal.

Odilo Pedro Scherer
Archevêque de Saint-Paul, Brésil

IIème Viceprésident du CELAM

Cal. Leopoldo José Brenes
Arzobispo de Managua, Nicaragua

Président du Conseil d'Affaires Economiques

Mgr. Rogelio Cabrera López
Archevêque de Monterrey, Mexique

Secrétaire Général

Mgr. Jorge Eduardo Lozano
Archevêque de Saint Jean de Cuyo, Argentine

Secrétaire Général Adjoint

P. David Jasso
Archidiocèse de Monterrey, Mexique

Directeur du projet

Dr. Agustín Salvia

Compilateurs

Dr. Agustín Salvia et Victoria Taboada
Réseau d'Observatoires de la Dette Sociale d'Amérique latine
(RedODSAL)
Organisation des Universités Catholiques d'Amérique latine et les
Caraïbes (Oducal)

Direction éditoriale

Dr. Fernando Vásquez Rodríguez et Dr. Óscar Elizalde Prada

Coordination éditorial

Mme. Deisy Mendoza Sánchez

Colaborateurs

Mgr. Jaime Mancera Casas y Dre. María del Pilar Silveira
Equipe de Réflexion Théologique et Pastorale du CELAM
Correcteur de style
Julio Eduardo Mateus

Traduction

Fr. Daniel Felipe Niño López, FSC

Conception et mise en page

Henry Alexander Ruiz A

Conseil du Centre de Gestion des Connaissances du CELAM

Cal. Oscar Andrés Rodríguez (Coordinateur) • Mgr. Jaime Calderón (souscoordinateur) • Cal. Odilio Scherer • Mgr. Jorge Eduardo Lozano Mgr. Pedro Ossandon • Mgr. Pierre André Dumas • Mgr. Jaime Mancera • Mgr. José Dolores Grullón • P. David Solano P. Enrique Quiroga • P. Peter Hughes • Sr. Maricarmen Bracamonte • Dre. Waleska Sanabria • Dre. María Clara Bingemar Dr. Rodrigo Guerra • Dr. Adrián Arias • Dr. Juan Esteban Belderraín • Dr. Juan Carlos Nuñez.

Equipe du Centre de Gestion des Connaissances

M. Guillermo Sandoval (Directeur intérimaire) • Dr. Agustín Salvia (Coordinateur Domaine Observatoire Socio-Antropologique Pastoral) M. Francisco Campos (Coordination Domaine Connaissances Partagées).

Avec les licences ecclésiastiques. Tous les droits sont réservés. Cette publication ne peut être reproduite en tout ou en partie par aucun moyen que ce soit sans l'autorisation écrite préalable du CELAM.

© Consejo Episcopal Latinoamericano, CELAM Carrera 5 N.º 118-31

Apartado Aéreo 51086

Tel.: (571) 587 97 10

Fax: (571) 587 97 17

celam@celam.org

Table de matières

Présentation	7
Partie I: L'Amérique latine et les Caraïbes sous la scène de la COVID-19	
Nos Dettes Sociales	
A. Nécessité d'attaquer aux problèmes structurels aggravés	11
B. Nécessité d'une écologie humaine intégrale pour un bien-vivre durable	13
C. Nécessité d'une culture de la rencontre	15
Résumé de l'étude	19
1. Le Rêve Ecologique (Aspects qui le concernent)	
Économie, travail décent et protection sociale	19
Environnement et changement climatique	21
Santé et système de santé	22
2. Le Rêve Social (Aspects qui le concernent)	
Inégalité, pauvreté et détresse sociale	23
Marginalisation, exclusion et ségrégation sociale	24
Les nouveaux rejetés de la société	25
Situation des enfants et des adolescents	26
3. Le Rêve Culturel (Aspects qui le concernent)	
Paix sociale, démocratie et droits de l'homme	28
Changements sociaux dans les relations familiales, de genre et de génération	30
Partie II: Contribution Théologique et Pastorale	
Introduction	31
L'expérience de la fragilité humaine	32
L'expérience de la présence salvifique du ressuscité	33
L'Église et son service au monde contemporain	34
Horizons et clés pour l'action	36
Appelés à promouvoir la fraternité universelle et l'amitié sociale dans notre maison commune	36
Appelés à promouvoir la culture de la rencontre au milieu des conflits	38
Appelés à être des artisans de paix en unissant nos efforts avec d'autres	39
Appelés à promouvoir une politique de fraternité responsable, solidaire et amie des pauvres	39
Appelés à promouvoir un nouveau pacte éducatif pour un humanisme solidaire	40
Pour poursuivre le dialogue	42



Le Centre de Gestion des Connaissances se félicite de la participation du Réseau d'Observatoires de la Dette Sociale d'Amérique latine (Red ODSAL), en particulier de la collaboration de Victoria Taboada, membre de l'Observatoire de la Dette Sociale de l'Université Catholique Argentine, dans la compilation et l'intégration des informations présentées dans le présent document. L'apport théologique et pastoral de Jaime Mancera Casas et María del Pilar Silveira, membres de l'Equipe de Réflexion Théologique et Pastorale du CELAM, est également apprécié.

L'Université catholique, de même que tout autre Université, vit au milieu de la société humaine. Pour le rayonnement du service qu'elle rend à l'Eglise, celle-ci est appelée — toujours dans le cadre des compétences qui lui sont propres — à être un instrument toujours plus efficace de progrès culturel, aussi bien pour les individus que pour la société.

Ses activités de recherche incluront donc l'étude des graves problèmes contemporains tels que la dignité de la vie humaine, la promotion de la justice pour tous, la qualité de la vie personnelle et familiale, la protection de la nature, la recherche de la paix et de la stabilité politique, le partage plus équitable des ressources du monde et un nouvel ordre économique et politique, qui serve mieux la communauté humaine au niveau national et international.

La recherche universitaire sera orientée vers l'étude en profondeur des racines et des causes des graves problèmes de notre temps, en accordant une attention particulière à leurs dimensions éthiques et religieuses. En l'occurrence, l'Université catholique devra avoir le courage de dire des vérités qui dérangent, vérités qui ne flattent pas l'opinion publique, mais qui sont nécessaires pour sauvegarder le bien authentique de la société.

(Constitution apostolique Ex Corde Ecclesiae du pape Jean-Paul II sur les universités catholiques, le 15 de août 1990).





Présentation

Il ne s'agit pas seulement de vaincre la faim ni même de faire reculer la pauvreté. Le combat contre la misère, urgent et nécessaire, est insuffisant. Il s'agit de construire un monde où tout homme, sans exception de race, de religion, de nationalité, puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie des servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée; un monde où la liberté ne soit pas un vain mot.

Lettre Encyclique Populorum Progressio. Paul VI, 1967.

Le panorama social que présente le continent latino-américain nous permet d'avertir que, malgré l'abondance des biens que la Providence y a déposée au profit de ses habitants, tous ne jouissent pas effectivement d'un si riche trésor, car nombre de ses habitants —en particulier parmi les travailleurs ruraux et urbains— vivent encore dans une situation angoissante.

I^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain. Rio de Janeiro, 1955.

L'Amérique latine semble vivre encore sous le signe tragique du sous-développement, qui éloigne nos frères non seulement de la jouissance des biens matériels, mais aussi de leur propre réalisation humaine. Malgré les efforts déployés, la faim et la misère se conjuguent, les maladies de masse et la mortalité infantile, l'analphabétisme et la marginalité, de profondes inégalités de revenus et des tensions entre les classes sociales, flambées de violence et faible participation du peuple à la gestion du bien commun.

II^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain. Medellín, 1968.

L'amour de Dieu, qui nous rend radicalement dignes, devient par nécessité communion d'amour avec les autres hommes et participation fraternelle; pour nous, aujourd'hui, il doit devenir particulièrement œuvre de justice pour les opprimés, effort de libération pour ceux qui en ont le plus besoin. En effet, « personne ne peut aimer Dieu, qu'il ne voit pas, s'il n'aime pas le frère qu'il voit » (1Jn 4,20). Toutefois, la communion et la participation véritables ne peuvent exister dans cette vie que sur le plan très concret des réalités temporelles, de sorte que la maîtrise, l'utilisation et la transformation des biens de la terre, de la culture, de la science et de la technique, se réalisent dans une juste et fraternelle seigneurie de l'homme sur le monde, en tenant compte du respect de l'écologie.

III^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain. Puebla, 1979.

Nous reconnaissons la situation dramatique dans laquelle le péché place l'homme. Car l'homme créé bon, à l'image de Dieu lui-même, Seigneur responsable de la création, par le péché est devenu inimitié avec Lui, divisé en lui-même, a brisé la solidarité avec le prochain et détruit l'harmonie de la nature. Nous y reconnaissons l'origine des maux individuels et collectifs que nous déplorons en Amérique latine : les guerres, le terrorisme, la drogue, la misère, l'oppression et l'injustice, le mensonge institutionnalisé, la marginalisation des groupes ethniques, la corruption, les attaques contre la famille, l'abandon des enfants et des personnes âgées, les campagnes contre la vie, l'avortement, l'instrumentalisation des femmes, la prédation de l'environnement, enfin, tout ce qui caractérise une culture de mort.

IV^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain. Santo Domingo, 1992.

Poussée par une tendance qui privilégie le pur profit et stimule la concurrence, la mondialisation suit une dynamique de concentration du pouvoir et de la richesse aux mains de quelques uns. Pouvoir et richesse, non seulement de ressources physiques et monétaires, mais surtout de l'information et des ressources humaines, ce qui a pour conséquence l'exclusion de tous ceux qui ne sont pas suffisamment préparés et informés, augmentant ainsi les inégalités qui caractérisent tristement notre continent et qui maintiennent dans la pauvreté une multitude de personnes. (62) Il est urgent de créer des structures, qui consolident un ordre social, économique et politique, dans lequel il n'y aura pas d'inégalité et dans lequel il y aura des chances pour tous. Également, il faudra de nouvelles structures, qui promouvront un authentique vivre ensemble, qui empêcheront la toute-puissance de quelques-uns et faciliteront le dialogue constructif pour les indispensables consensus sociaux. (384)

V^e Conférence Générale de l'Épiscopat Latino-américain. Aparecida, 2007.

Prêcher et favoriser l'urgence de changements structurels profonds dans le domaine politique et social du pays est une autre contribution de la mission pastorale de l'Église. Parce qu'elle croit sincèrement que, sans de tels changements, il y restent toujours les racines structurelles de tout notre malaise et que la libération intégrale des Salvadoriens, en plus de leur conversion personnelle, exige un profond changement de notre système social, politique et économique [...] L'Église sent donc qu'il ne s'agit pas d'un crime, mais au contraire d'un devoir, d'encourager et d'orienter les chrétiens qui ont la capacité de s'organiser du peuple et pour le peuple. En vertu de ce même devoir, elle dénonce également le péché des organisations qui absolutisent le politique et empêchent ainsi le plein épanouissement de la personne et le respect des valeurs chrétiennes qui furent l'inspiration de nombreux "organisés".

San Oscar Romero. IV^e Lettre Pastorale, 1979.

Les sociétés latino-américaines sont confrontées à des problèmes structurels depuis des décennies : paysans sans terre, familles sans abri, travailleurs sans droits, personnes avec leur dignité outragée. Aujourd'hui, un changement de structures est nécessaire, parce que le système social n'est plus durable. François nous parle de la nécessité de mondialiser l'espérance par opposition à la mondialisation de l'exclusion, en mettant fin à l'inégalité et au modèle de rejet. Mais une telle transformation structurelle commence par un changement de mentalité : il faut abandonner la logique de l'accumulation et avancer vers une bonne administration de la maison commune. Il est primordial que les États et leurs gouvernants réussissent à garantir, pour tous leurs habitants, un « bon vivre », selon le principe du « bien commun » : « les trois T » (travail, terre, toit), ainsi que l'accès à l'éducation, la santé, l'innovation, les manifestations artistiques et culturelles, la communication, le sport et les loisirs¹.

Transformer la réalité sociale avec la force de l'Évangile dans lequel Jésus lui-même s'identifie avec les affamés, assoiffés, migrants, sans abri (Matthieu 25, 35). Assumer cet enseignement si radical reste l'horizon de femmes et d'hommes fidèles à Jésus Christ, au début du troisième millénaire de l'ère chrétienne. L'annonce de la « bonne nouvelle » de salut, amour, justice et paix ne trouve pas toujours un accueil facile dans le monde d'aujourd'hui, pas plus que sur notre continent, ravagé par les maladies, la guerre, la misère et l'injustice. Dans ce contexte, nous sommes convaincus que les études sociales systématiques aideront l'Église latino-américaine à comprendre les signes des temps et à répondre aux problèmes et aux exigences de notre époque. Ainsi, « La communauté évangélistrice, par ses œuvres et ses gestes, se met dans la vie quotidienne des autres, elle raccourcit les distances... touchant la chair souffrante du Christ dans le peuple. » (EG 24)

La nécessité de disposer d'une reconnaissance profonde de la réalité économique, politique et culturelle, pour faire de là les choix politiques et stratégiques qu'exige ce cheminement transformateur, rend indispensable le rapprochement de notre

¹ François (2015). *Discours du Saint Père dans la II^e Rencontre Mondiale des Mouvements Populaires. Santa Cruz de la Sierra.*

Église aux sciences sociales et humaines, en tenant compte du fait que le savoir scientifique et technique, y compris celui des sciences sociales, a une mission claire de service à la suite de notre doctrine sociale:

Les nouvelles connaissances techniques et scientifiques doivent être mises au service des besoins primordiaux de l'homme, afin que le patrimoine commun de l'humanité puisse progressivement s'accroître. La pleine mise en pratique du principe de la destination universelle des biens requiert par conséquent des actions au niveau international et des initiatives programmées par tous les pays: « Il faut rompre les barrières et les monopoles qui maintiennent de nombreux peuples en marge du développement, assurer à tous les individus et à toutes les nations les conditions élémentaires qui permettent de participer au développement ».

Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise, 179.

Le pape François nous l'a dit ainsi: « La communauté scientifique fait partie de la société et ne doit pas se considérer comme séparée et indépendante; au contraire, elle est appelée à servir la famille humaine et son développement intégral. » A partir de là, a exprimé son souhait que la production de savoirs bénéficie à tous, « afin que les peuples de la terre en soient rassasiés, désaltérés, soignés et formés; que la politique et l'économie des peuples y puisent des indications pour avancer avec une plus grande certitude vers le bien commun, surtout au bénéfice des pauvres et des personnes démunies, et vers le respect de la planète. »².

En tant que pèlerins de cette mission, en même temps que membres actifs de nos sociétés, nous sommes appelés à servir notre peuple et son développement intégral à travers la recherche de la réalité sociale de notre région. Cette enquête

² Discours du pape François aux participants à l'assemblée plénière de l'académie pontificale des sciences, le 12 novembre 2018.

visée à reconnaître et à élucider les souffrances, les injustices, les forces et les espoirs de notre peuple. Les fruits de cette mission de service sont innombrables, tant pour notre Église que pour l'ensemble de nos peuples latino-américains. Notre travail se nourrit des rêves du peuple de Dieu et prend un engagement particulier pour les valeurs et les biens fondamentaux qui sont à la base des relations entre les peuples, la société et la science. Ainsi, comptant sur le précieux travail d'experts du domaine scientifique humaniste, engagés à rendre compte des dettes sociales qui traversent le continent, et sans la prétention de faire une analyse exhaustive des processus socio-économiques, politique, institutionnel et socioculturel présents, nous offrons à travers cette étude une caractérisation des tendances et des situations significatives qui ont une incidence sur nos sociétés et qui engagent le travail de l'Église latino-américaine. Nous reconnaissons que « parfois, nous sommes tentés d'être des chrétiens qui se maintiennent à une prudente distance des plaies du Seigneur. » (EG 270).

Dans ces situations, touchées de multiples manières par la pandémie de la COVID-19 et les changements mondiaux, nous percevons des signes de la présence et des plans de Dieu dans notre histoire, qui nous conduisent à valoriser la route que cherche à suivre la nouvelle activité du Celam:

Nous désirons considérer quelques grandes tendances qui se dessinent sur notre continent et, en même temps, reconnaître les nuances propres à chaque région, pays ou Église locale. Nous essayons de le faire avec un regard analytique et une attitude critique face aux changements fréquents et rapides qui traversent la réalité sociale et ecclésiale. Parallèlement, il est important de prendre conscience que le changement d'époque montre un monde dans lequel les différentes réalités sont connectées et où les progrès et les méfaits interagissent en différentes dimensions, temps et espaces de vie. [Rénovation et restructuration du CELAM, version du 13 avril 2021].

Dans ce cadre, nous sommes motivés par le discernement des signes des temps qui enveloppent la région, mais avec un engagement pratique; quant à ses implications économiques, sociales, politiques et culturelles, voir, écouter et comprendre avec une attitude critique les réalités que connaissent nos sociétés afin d'agir en clé pour une transformation structurelle au service du développement humain intégral et du soin de la maison commune. Ce faisant, nous nous sentons partie du processus de conversion résolument missionnaire que vit l'Église latino-américaine, inspirée par les documents depuis Medellín jusqu'à Aparecida, et surtout ces derniers temps, en recueillant les apports du magistère du pape François, en particulier ses documents « Querida Amazonía », « Laudato si' » et « Fratelli Tutti ».

Dans ce sens, le présent document examine la réalité de l'Amérique latine et des Caraïbes, en recueillant et en étendant pour toute notre région trois des quatre rêves du pape François envers notre Amazonie : i) le « Rêve Écologique », à partir duquel le pape souligne l'importance de sauver, protéger et développer la beauté naturelle écrasante de la maison commune ; ii) le « Rêve Social », à partir duquel il nous invite à lutter pour les droits des plus pauvres, des derniers, où que leur voix soit entendue et sa dignité promue ; iii) le « Rêve Culturel », à partir duquel le pape rêve d'une société qui préserve la richesse culturelle, où brille et progresse la diversité des belles formes humaines.

l'existence humaine repose sur trois relations fondamentales intimement liées : la relation avec Dieu, avec le prochain, et avec la terre. Selon la Bible, les trois relations vitales ont été rompues, non seulement à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur de nous. Cette rupture est le péché. (LS 66) l'être humain est encore capable d'intervenir positivement; (LS 58) tout n'est pas perdu, parce que les êtres humains, capables de se dégrader à l'extrême, peuvent aussi se surmonter, opter de nouveau pour le bien et se régénérer. (LS 205) [François, Laudato Si', 58, 66, 205 (2015)].

La pandémie est en train de transformer la réalité complexe de nos sociétés, et les changements que connaîtra la région et le monde entier, comme un tout interconnecté, ne se sont pas encore pleinement manifestés. La crise nous montre que ces changements ne feront pas nécessairement un monde meilleur si nous ne sommes pas prêts à voir, juger et agir correctement. Il est urgent d'élaborer des stratégies en faveur des groupes les plus vulnérables, qui sont exposés au risque d'une grave crise humanitaire

Mgr. Jorge Lozano
Archevêque de Saint Jean de Cuyo
Secrétaire Général del Celam



Nos Dettes Sociales

A. Nécessité de s'attaquer aux problèmes structurels aggravés

Arrivés à ce point, nous pouvons nous demander: Comment l'Église peut-elle contribuer à la solution des problèmes sociaux et politiques urgents et répondre au grand défi de la pauvreté et de la misère? Les problèmes d'Amérique Latine et des Caraïbes, comme ceux du monde d'aujourd'hui, sont multiples et complexes, et ne peuvent pas s'affronter avec des programmes généraux. Néanmoins, la question fondamentale, sur la manière dont l'Église, illuminée par la foi dans le Christ, devra réagir devant ces défis, nous concerne tous. Dans ce contexte, il est inévitable de parler du problème des structures, surtout de celles qui créent l'injustice. En réalité, les structures justes sont une condition sans laquelle un ordre juste n'est pas possible dans la société.

Discours Inaugural de Benoît XVI, V^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain. Aparecida, 2007.

Alors que nous nous approchons du diagnostic de la situation sociale actuelle des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, ce qui apparaît en premier lieu, c'est l'expérience de la fragilité humaine à tous les niveaux. Expérience de fragilité personnelle, face à la mort des êtres chers, les craintes de la contagion et de la façon dont on peut perdre la vie si facilement. Fragilité dans la capacité d'affronter les difficultés et de maintenir la sérénité au milieu des adversités, et le sens de la vie

personnelle. Fragilité dans les relations interpersonnelles, familiales et communautaires. La fragilité des institutions et, plus généralement, du système de vie que nous vivons a également été mise en évidence.

Les sociétés latino-américaines se développent dans le domaine économique et financier en multipliant les exclus sociaux et en épuisant les sources vitales que la nature leur offre. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont confrontés à des défis politiques et sociaux très diverses et complexes, tant pour faire face à la pandémie que pour envisager un changement de cap dans la post-pandémie. Comme dans d'autres parties du monde, la richesse est concentrée entre les mains de grandes puissances économiques, la spéculation et le revenu financier règnent, ignorant le contexte dans lequel elles évoluent et les conséquences de leurs actions. L'égoïsme de marché cause des dommages encore plus grands à notre monde que les bénéfices économiques, on perd de vue la réalité d'un monde limité et fini, où la fragilité est à la merci des intérêts du marché.

La propagation de la COVID-19 et ses effets économiques, sociaux, politiques et environnementaux sont aggravés par les problèmes structurels de la région, notamment les niveaux élevés d'inégalité, de travail informel, de manque de protection sociale, de dégradation de l'environnement, de pauvreté et de vulnérabilité. De même, la région se caractérise par la faiblesse et la fragmentation des systèmes de santé et de protection sociale et par l'expansion des établissements urbains marginalisés sans accès aux services de base. Elle connaît également des flux migratoires importants et des déplacements de population, ainsi que des conflits de toutes sortes, et souffre de manière disproportionnée les conséquences de la crise climatique.

La COVID-19 atteint une région marquée par une matrice d'inégalité sociale, dont les axes structurants –la classe sociale, le genre, l'étape du cycle de vie, la condition ethnique, le territoire, la situation de handicap et le statut migratoire, entre autres– engendrent des scénarios d'exclusion et de discrimination multiples et simultanés qui se traduisent par une plus grande vulnérabilité aux effets sanitaires, sociaux et économiques de cette maladie. Dans le domaine de la santé, ces inégalités s'expriment dans la couverture, l'accès effectif et les résultats des services de santé, ainsi que dans les conditions structurelles de santé des individus et des communautés.

Toutefois, les inégalités sont souvent occultées par des problèmes liés à la disponibilité de l'information. Mettre en évidence les inégalités dans la riposte à la pandémie est une tâche essentielle pour l'exercice de la justice sociale. Dans le contexte actuel et du point de vue des déterminants sociaux de la santé, de la détérioration de la situation économique des familles et de l'aggravation de l'insécurité alimentaire qui en résulte (FAO/CEPALC, 2020) pourrait créer un cercle vicieux de pauvreté et de mauvais état de santé pour de larges secteurs de la population, ce qui aura des répercussions à long terme sur les sociétés.

En particulier, en période de crise, les déficits de protection sociale peuvent affecter de manière catastrophique le développement intégral des enfants et des adolescents, avec des impacts critiques sur l'exercice de leurs droits et le développement des capacités humaines. Bien qu'ils ne soient pas les plus touchés par la maladie en termes de santé, les enfants, les adolescents et les jeunes seront peut-être parmi les principales victimes de cette crise, en raison des conséquences de la fermeture temporaire des établissements d'enseignement et de la crise économique et sociale qui frappe leurs foyers.

Les effets de la pandémie sur les conditions de vie de la population sont accentués par l'augmentation progressive de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, et le ralentissement du rythme de la réduction des inégalités observé au cours des cinq années précédant la crise du coronavirus. Malgré les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités et l'expansion de la classe moyenne entre 2002 et

2014, avant la pandémie, le progrès socioéconomiques de la région montrait déjà des signes clairs de stagnation, et le mécontentement de la population augmentait. Au cours des six années 2014-2019, le PIB de l'Amérique latine et des Caraïbes n'a augmenté que 0,3 % par an (CEPALC, 2020a), ce qui a entraîné une augmentation de l'indigence, de la pauvreté et des inégalités. En outre, depuis la fin 2019, les citoyens de plusieurs pays ont exprimé leur malaise, leur mécontentement et leur insatisfaction à l'égard du système politique et de ses acteurs lors de grandes manifestations de protestation appelant à une plus grande justice sociale.

Les effets de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) se sont étendus à tous les domaines de la vie sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes, modifiant nos relations, paralysant les économies et provoquant des changements profonds dans les sociétés. Bien que l'ampleur de la pandémie soit en constante évolution, les données disponibles indiquent que l'Amérique latine et les Caraïbes ont été l'une des régions du monde les plus touchées par le coronavirus, en termes de nombre de cas et de décès. En 2020, la région ne comptait que 8,4 % de la population mondiale; en décembre de la même année, elle comptait 18,6 % des cas cumulés de contamination par la COVID-19 et 27,8 % des décès dus à cette maladie. (CEPALC, 2021)

En 2020, les projections relatives aux indicateurs économiques et sociaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes font apparaître un scénario très complexe, lié à des facteurs tant internes qu'externes. Pour enrayer la propagation du coronavirus, éviter les débordements des systèmes de santé et réduire les pertes humaines, les gouvernements ont adopté des mesures de quarantaine et de distanciation physique. Dans de nombreux cas, on a eu recours au confinement de la population pour minimiser les contacts, en particulier ceux qui peuvent se produire à courte distance ou dans des environnements fermés, ce qui augmente les chances de contracter le virus (CEPALC, 2020b).

Par conséquent, des secteurs entiers de l'économie ont vu leur activité diminuée ou temporairement réduite à zéro, selon la rigidité des mesures prises. En outre, la demande de produits d'exportation de la région s'est effondrée à cause de l'adoption de mesures similaires dans le reste du monde.

À cet égard, la CEPALC (2020a) a estimé que le PIB de l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes baisserait de 7,7 % et que le taux de chômage augmenterait de 2,6 points de pourcentage (CEPALC, 2020a). Chaque personne empêchée de travailler pour des raisons étrangères à elle représente une partie de la Création qui reste à faire, un plan de Dieu frustré³. Cette forte récession économique entraînera une détérioration des conditions de vie, ainsi qu'une augmentation sensible du chômage, de la pauvreté et des inégalités.

La pandémie semble ainsi exacerber les graves lacunes structurelles de la région. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que les coûts de l'inégalité sont devenus insoutenables et qu'il faut reconstruire sur la base de l'égalité et de la durabilité, en visant à créer un véritable « bien-vivre » et le « bien commun », tâche longtempo négligée dans notre région.

B. Nécessité d'une écologie humaine intégrale pour un bien-vivre durable

La meilleure façon de respecter la nature est de promouvoir une écologie humaine ouverte à la transcendance qui, en respectant la personne et la famille, l'environnement et les grandes villes, suit l'indication paulinienne de récapituler toutes choses dans le Christ et de louer le Père avec Lui. (Cf. Cor. 3, 21-23). Le Seigneur a donné la terre pour tous, pour toutes les générations présentes et futures. La fin universelle des biens exige une solidarité avec la génération présente et future. Puisque les ressources sont, chaque fois, plus limitées, leur usage doit être calculé selon un principe de justice distributive en respectant le développement durable.

V^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain, 126. Aparecida, 2007.

³ Cal. Silva Henriques, Raúl. Homélie du 1 mai 1977

Les catastrophes dans les écosystèmes, les atteintes à la santé humaine et les impacts sur l'économie et la finance sont les faces d'une même crise. C'est pourquoi il est nécessaire de passer d'une culture du rebut à une culture du soin. Un changement systémique est nécessaire. Tout est lié.

Pour mettre ces questions à l'ordre du jour des pouvoirs publics, il est essentiel de révéler, d'analyser et de comprendre l'impact social d'une crise sans précédent pour les peuples de notre région. Pour ce faire, tout au long de ce document, on analyse les tendances économiques, sociales, politiques et environnementales qui ont précédé la pandémie et on cherche à en mesurer l'impact sous la scène de la COVID-19 en 2020, en particulier dans la clé d'une écologie intégrale pour le développement humain, social et environnemental durable de la région. Les questions relatives à l'activité économique, à l'emploi, à la sécurité sociale, à la pauvreté et à l'inégalité, sont abordées dans le cadre de cette tâche, de même que la question de l'environnement, de la santé, de l'habitat humain et de la vie politique, avec un accent particulier sur certains secteurs qui constituent les sujets des « nouveaux exclus » sociaux.

Dans ce contexte, le monde doit évoluer vers un modèle d'écologie intégrale, qui cherche des solutions aux problèmes de la société en même temps qu'aux problèmes de l'environnement. Dans le regard de François, l'analyse des problèmes caractéristiques de l'humanité, comme la famille, le travail, la ville, ne doit pas se faire sans tenir compte des problèmes de l'environnement. Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise économique-socio-environnementale.⁴ Cette crise doit être résolue par la recherche de solutions globales, car les problèmes qui nous arrivent ne se présentent pas isolément, mais interagissent entre eux.

La pandémie a mis en lumière les faiblesses et les insuffisances des systèmes de protection sociale. Mais le rôle de la politique publique est revalorisé et le rôle de l'État, en tant qu'acteur clé pour répondre aux défis actuels, est reconnu. La pandémie représente ainsi une occasion de prendre une nouvelle orientation de politique publique, afin d'édifier des sociétés plus égalitaires et plus résilientes, par la mise en œuvre de

⁴ François (2015a). *op cit*

politiques universelles, redistributives et solidaires, avec une approche fondée sur les droits (CEPALC, 2020b). Des sociétés qui respectent la dignité des personnes.

En particulier, on espère que la crise dans notre région contribuera à dégager un consensus sur la nécessité de construire de véritables États pour le « bien-être » et le « bien commun » ainsi que des modèles durables de production et de consommation. Pour sortir de la crise, il faut repenser le modèle de développement et consolider les trois dimensions du développement durable : sociale, environnementale et économique. Bien que les revers sociaux et économiques attendus menacent sérieusement la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable, la pandémie a également mis en évidence l'importance de ses principes fondamentaux : l'intégralité du développement et l'interdépendance de ses dimensions, ainsi que le principe de « ne laisser personne derrière ».

Les politiques sociales ont un rôle central à jouer en tant qu'avant-postes du changement de modèle de développement. Dans les domaines de la santé, de la nutrition, des transferts monétaires et de la protection sociale en général, les politiques sociales ont joué un rôle de premier plan dans l'action des pouvoirs publics pour atténuer les carences et répondre aux besoins de la population dans un contexte de crise sanitaire et économique. Au-delà de l'urgence, elles auront un rôle fondamental dans le processus de reconstruction. Pour reconstruire et transformer sur la base de l'égalité et de la durabilité, il est indispensable de progresser vers le travail décent, promouvoir la coresponsabilité des soins et promouvoir la protection sociale universelle, notamment en assurant l'accès à des systèmes de santé publique et à une retraite de qualité (CEPALC, 2020j).

Dans sa dernière encyclique, Fratelli Tutti, François nous appelle à réfléchir sur le type de solution qui est donnée au problème de la pauvreté. L'aide par l'argent doit être considérée comme une situation provisoire, tandis que le travail permet l'exercice de la dignité de la personne. Le travail doit être non seulement la source de la subsistance, mais aussi la voie de la croissance personnelle et collective.⁵

⁵ François (2020), « Encyclique Fratelli Tutti sur la fraternité et l'amitié sociale ». Le Vatican, 2020

À bien des égards, la pandémie a ébranlé le statu quo et la crise actuelle peut être considérée comme une « conjoncture critique », c'est-à-dire un moment exceptionnel qui redéfinit ce qui est possible, même ce qui est pensable. C'est parce que, face à des pressions, des pertes ou des risques extrêmes, la plupart des acteurs sont plus enclins qu'auparavant à changer le statu quo, ouvrant ainsi des perspectives politiques pour des changements sociaux, économiques et politiques (Weyland, 2007 et 2008). Dans le contexte de la pandémie et de ses conséquences, il devient de plus en plus évident que toutes les personnes ont besoin d'accéder à un niveau minimum de bien-être et de revenu, indépendamment de leur situation et de leurs caractéristiques individuelles.

Dans la recherche du bien commun, la coordination entre l'État et les organisations sociales est fondamentale. La seule façon de nous acheminer vers l'édification du bien commun est à travers l'activation des principes de solidarité. Les États doivent mettre les économies au service des peuples, et non les peuples au service de l'économie. Toutefois, à l'heure actuelle dans la région, le soutien politique d'un système économique au service des personnes, conçu pour le développement humain intégral, face au rôle des pauvres et des exclus, est faible. L'extractivisme, la spéculation, le productivisme et l'égoïsme économique continuent de prévaloir.

La logique de la théorie du ruissellement ne résout pas les problèmes d'inégalité, car elle ne dispose pas de mécanismes permettant de résoudre les problèmes sociaux. La fragilité des économies montre que le libre marché n'est pas toujours l'antidote le plus efficace pour guérir une économie. Il faut promouvoir une économie active, qui favorise la diversité productive en créant une situation de confiance et de solidarité, qui propage l'idéal de fraternité en particulier avec les pauvres et les exclus. Avoir une économie véritablement solidaire implique de repenser la participation sociale, politique et économique, de manière à inclure tous les mouvements populaires en harmonie avec le fonctionnement de l'État, en cherchant à réveiller les expériences de solidarité depuis la base. Ensemble, les institutions doivent être capables de créer des dynamiques qui incluent les derniers de la société, au lieu de les exclure.

C. Nécessité d'une culture de la rencontre

Il n'y a pas de point final à la construction de la paix sociale d'un pays. Celle-ci est plutôt « une tâche sans répit qui exige l'engagement de tous. Travail qui nous demande de ne pas relâcher l'effort de construire l'unité de la nation et, malgré les obstacles, les différences et les diverses approches sur la manière de parvenir à la cohabitation pacifique, de persévérer dans la lutte afin de favoriser la culture de la rencontre qui exige de mettre au centre de toute action, sociale et économique, la personne humaine, sa très haute dignité et le respect du bien commun. Que cet effort nous fasse fuir toute tentation de vengeance et de recherche d'intérêts uniquement particuliers et à court terme ». Les manifestations publiques violentes, d'un côté ou de l'autre, n'aident pas à trouver d'issues. Surtout parce que, comme l'ont bien souligné les évêques de Colombie, lorsque sont encouragées « des mobilisations citoyennes, leurs origines et leurs objectifs n'apparaissent pas toujours clairement ; il y a des genres de manipulations politiques et on a observé des appropriations en faveur d'intérêts particuliers ».

Lettre encyclique Fratelli Tutti du Saint-Père François sur la fraternité et l'amitié sociale, 232. Le Vatican, 2020.

Face à la complexité des contextes sociaux, culturels et environnementaux, le peuple de Dieu a le défi d'être une Eglise en sortie, un hôpital de campagne, un promoteur de fraternité universelle et d'amitié sociale, de culture du dialogue et de la rencontre, d'un nouveau pacte éducatif pour un humanisme solidaire, de nouvelles façons de construire les relations politiques et économiques en harmonie avec la maison commune. Le pape François nous invite à construire la « culture de la rencontre », un art qui a pour sujet et

protagoniste le peuple qui transmet avec enthousiasme sa façon de vivre et son style de vie. Elle est capable de construire des ponts, en incluant tout le monde.

Face à une situation exceptionnelle telle que la pandémie et aux exigences citoyennes d'une société plus égalitaire et pleinement fondée sur les droits, il y a une chance de changement. Toutefois, pour aller au-delà d'un appel fondé sur des vœux pieux, il est important de poser d'urgence la nécessité d'un nouveau pacte social comme instrument politique pour un changement vraiment structurel. À cet égard, la politique doit redevenir un instrument de changement, un mécanisme de délibération, de désaccord et d'accord, pour générer des biens publics et des pactes durables.

En tant que processus, le pacte devrait être une tentative explicite, représentative et participative d'aborder des questions qui n'ont pas trouvé de réponse par les voies habituelles, jetant ainsi de nouveaux ponts entre la société et l'État. D'un point de vue analytique, on peut distinguer deux grandes composantes d'un pacte social. D'une part, la redistribution des ressources et des possibilités matérielles pour accéder au bien-être ; d'autre part, la reconnaissance des identités et des droits de groupes spécifiques de population, soit les exclus ou les victimes de discrimination dans les divers domaines de la vie sociale.

Selon le contexte, un pacte sociopolitique peut contenir des éléments de ces deux dimensions, ou se concentrer spécifiquement sur l'une d'elles. Le pacte social est un instrument politique qui sert à dégager des consensus et des accords à moyen et à long terme. Il repose sur un dialogue large et participatif, avec un rôle fondamental de l'ensemble de la population. Ce dialogue doit aujourd'hui partir de l'espace commun que nous impose la pandémie : la vulnérabilité universelle face à une crise sanitaire, économique et sociale, qui exige des mécanismes universels de protection et d'atténuation.

Le pacte suppose que les acteurs apportent une contribution, voire qu'une partie des acteurs puissants, en termes de leurs intérêts immédiats, fassent des concessions importantes, en vue de parvenir à une situation plus stable, profitable, légitime et durable pour l'ensemble de la société. L'expérience historique

montre que les acteurs puissants, bien qu'en aucun cas il soit les seuls, sont des interlocuteurs indispensables qui doivent participer activement et s'engager à obtenir des résultats.

Les principaux mouvements et secteurs sociaux, des travailleurs aux secteurs les plus marginalisés de la société, doivent également être activement impliqués. Il est essentiel d'écouter la voix de la société civile, dont les organisations sont souvent à l'avant-garde pour faire avancer les revendications des citoyens, ainsi que l'exigence d'une plus grande responsabilisation de l'État et, d'une manière générale, des acteurs politiques. En cela, la population jeune constitue un flux de changement et de transformation, même aux moments critiques de la pandémie. Il est essentiel de reconnaître leur richesse, leur potentiel et leur contribution concrète pour progresser dans des sociétés véritablement orientées vers un nouveau modèle de développement et un État-providence.

Un nouveau pacte social doit ouvrir des discussions et aborder des thèmes négligés, même omis, par les principaux acteurs économiques et politiques, avec des réponses solidaires en matière de coûts et de financement, ce qui exige des pactes fiscaux promouvant une fiscalité progressive et durable, en veillant à ce que la population dispose de ressources suffisantes et régulières pour assurer son bien-être et sa résilience.

Le monde d'avant la pandémie ne fonctionnait déjà pas de manière durable. La différence est qu'aujourd'hui, plus que par le passé, la situation permet de remettre en question l'ordre économique et politique mondial dans lequel se reproduisent à la fois la richesse de quelques-uns et la pauvreté de larges secteurs sociaux. La situation ouvre la possibilité de mettre en discussion la possibilité historique d'un modèle d'organisation humaine fondé sur le « bien-vivre » et le « bien commun », tant sur le plan économique que sur le plan social et environnemental.

De même, la reconstruction socio-économique post-COVID-19 est obligée d'adopter un regard qui vise un modèle d'écologie intégrale, capable de trouver des solutions aux problèmes de la société en même temps que aux problèmes de l'environnement. La réalité régionale nous oblige à avoir un regard qui va au-delà de l'immédiat, en cherchant des bénéfices pour toute la société, tant actuelle que future, en essayant d'intégrer un nouveau

modèle de production économique et de reproduction sociale circulaire, en vue de garantir un développement humain, économique, social et environnemental durable.

Nous avons la tâche de réformer les structures de la société afin que personne ne soit exclu, en cherchant à transformer les économies pour une vie prospère, en harmonie avec l'environnement. Face aux désastres économiques provoqués par la pandémie, le pape François affirme qu'il est opportun de penser de manière créative à une économie intégrée dans un projet politique, social, culturel et populaire qui cherche le bien commun pour ouvrir la voie à des opportunités différentes (FT 178). La notion de reprise ne peut se contenter d'un retour à un modèle de vie économique et sociale inégal et insoutenable, dans lequel une petite minorité de la population mondiale détient la moitié de la richesse.

“Terre, toit et travail pour tous nos frères et sœurs, ce sont des droits sacrés”

Discours du pape François au cours de la 11e Rencontre Mondiale des Mouvements Populaires, à Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, le 9 de juillet 2015 (extrait).

Chers frères et sœurs, bon après-midi... La Bible nous rappelle que Dieu écoute le cri de son peuple et je voudrais moi aussi unir de nouveau ma voix à la vôtre : les fameux trois “T”, terre, toit et travail pour tous nos frères et sœurs. Je l'ai dit et je le répète : ce sont des droits sacrés. Cela vaut la peine, cela vaut la peine de lutter pour ces droits. Que le cri des exclus soit entendu en Amérique Latine et par toute la terre.

1. Premièrement. Commençons par reconnaître que nous avons besoin d'un changement. Je veux clarifier, pour qu'il n'y ait pas de malentendus, que je parle des problèmes communs de tous les latino-américains et aussi de toute l'humanité en général. Des problèmes qui ont une racine globale et qu'aujourd'hui aucun Etat ne peut résoudre seul. Cette clarification faite, je propose que nous nous posions ces questions : - Reconnaissons-nous vraiment que les choses ne marchent pas bien dans un monde où il y a tant de paysans sans terre, tant de familles sans toit, tant de travailleurs sans droits, tant de personnes blessées dans leur dignité ? - Reconnaissons-nous que les choses ne vont bien quand éclatent tant de guerres absurdes et que la violence fratricide s'empare même de nos quartiers ? Reconnaissons-nous que les

choses ne vont pas bien quand le sol, l'eau, l'air et tous les êtres de la création sont sous une permanente menace ? Donc, si nous le reconnaissons, disons-le sans peur : nous avons besoin d'un changement et nous le voulons.

Vous m'avez rapporté –par vos lettres et au cours de nos rencontres– les multiples exclusions et les injustices dont vous souffrez dans chaque activité de travail, dans chaque quartier, dans chaque territoire. Elles sont nombreuses et si diverses comme nombreuses et diverses

sont les manières de les affronter. Il y a, toutefois, un fil invisible qui unit chacune des exclusions. Elles ne sont pas isolées, elles sont reliées par un fil invisible. Pouvons-nous le reconnaître ? Car, il ne s'agit pas de questions isolées. Je me demande si nous sommes capables de reconnaître que ces réalités destructrices répondent à un système qui est devenu global. Reconnaissons-nous que ce système a imposé la logique du gain à n'importe quel prix sans penser à l'exclusion sociale ou à la destruction de la nature ? S'il en est ainsi, j'insiste, disons-le sans peur : nous voulons un changement, un changement réel, un changement de structures. On ne peut plus supporter ce système, les paysans ne le supportent pas, les travailleurs ne le supportent pas, les communautés ne le supportent pas, les peuples ne le supportent pas... Et la Terre non plus ne le supporte pas, la sœur Mère Terre comme disait saint François. Nous voulons un changement dans nos vies, dans nos quartiers, dans le terroir, dans notre réalité la plus proche ; également un changement qui touche le monde entier parce qu'aujourd'hui l'interdépendance planétaire requiert des réponses globales aux problèmes locaux. La globalisation de l'espérance, qui naît des peuples et s'accroît parmi les pauvres, doit remplacer cette globalisation de l'exclusion et de l'indifférence !

Je voudrais aujourd'hui réfléchir avec vous sur le changement que nous voulons et dont nous avons besoin. Vous savez que récemment j'ai écrit sur les problèmes du changement climatique. Mais, cette fois-ci, je veux parler d'un changement dans un autre sens. Un changement positif, un changement qui nous fasse du bien –nous pourrions dire– rédempteur. Car nous en avons besoin. Je sais que vous cherchez un changement et pas vous uniquement : au cours de nos diverses rencontres, au cours de différents voyages, j'ai constaté qu'il existe une attente, une intense recherche, un ardent désir de changement de la part des peuples du monde. Même dans cette minorité, toujours plus réduite qui croit bénéficier de ce système, règnent l'insatisfaction et spécialement la tristesse. Beaucoup espèrent un changement qui les libère de cette tristesse individualiste asservissante.

Le temps, frères et sœurs, il semble que le temps soit sur le point de s'épuiser ; nous quereller entre nous ne nous a pas suffi, et nous nous acharnons contre notre maison. Aujourd'hui, la communauté

scientifique accepte ce que depuis longtemps de simples gens dénonçaient déjà : on est en train de causer des dommages peut-être irréversibles à l'écosystème. On est en train de châtier la terre, les peuples et les personnes de façon presque sauvage. Et derrière tant de douleur, tant de mort et de destruction, on sent l'odeur de ce que Basile de Césarée –l'un des premiers théologiens de l'Église– appelait "le fumier du diable" ; le désir sans retenue de l'argent qui commande. C'est cela "le fumier du diable". Le service du bien commun est relégué à l'arrière-plan. Quand le capital est érigé en idole et commande toutes les options des êtres humains, quand l'avidité pour l'argent oriente tout le système socio-économique, cela ruine la société, condamne l'homme, le transforme en esclave, détruit la fraternité entre les hommes, oppose les peuples les uns aux autres, et comme nous le voyons, met même en danger notre maison commune, la sœur et mère terre.

Je ne veux pas m'étendre en décrivant les effets pernicieux de cette dictature subtile, vous les connaissez. Il ne suffit pas non plus de signaler les causes structurelles du drame social et environnemental contemporain. Nous souffrons d'un certain excès de diagnostic qui nous conduit parfois à un pessimisme charlatanesque ou à nous complaire dans le négatif.

En considérant la chronique noire de chaque jour, nous croyons qu'il n'y a rien à faire sauf prendre soin de soi-même ainsi que du petit cercle de la famille et de ceux qui nous sont chers. Que puis-je faire, moi, chiffonnier, comptable, ramasseur d'ordures, agent de recyclage, exclu si je n'ai même pas les droits des travailleurs ? Que puis-je faire, moi, paysanne, indigène, pêcheur qui peut à peine résister à l'asservissement des grandes corporations ? Que puis-je faire, moi, depuis mon bidonville, depuis ma cabane, de mon village, de ma ferme quand je suis quotidiennement discriminé et marginalisé ? Que peut faire cet étudiant, ce jeune, ce militant, ce missionnaire qui parcourt les banlieues et les environs, le cœur plein de rêves, mais sans aucune solution pour vos problèmes ? Ils peuvent faire beaucoup ! Ils peuvent faire beaucoup. Vous, les plus humbles, les exploités, les pauvres et les exclus, vous pouvez et faites beaucoup. J'ose vous dire que l'avenir de l'humanité est, dans une grande mesure, entre vos mains, dans votre capacité de vous organiser et de promouvoir des alternatives créatives, dans la recherche quotidienne des trois "T" ; d'accord ? (travail, toit, terre) et aussi, dans votre participation, en tant que protagonistes, aux grands processus de changement, changements au niveau national, changements au niveau régional et changements au niveau mondial.

Ne vous sous-estimez pas !



Résumé de l'étude

La pandémie de COVID-19 atteint l'Amérique latine dans un scénario extrêmement complexe. Des années de faible croissance économique ont endigué l'augmentation de la pauvreté et la montée des tensions sociales. Les inégalités structurelles augmentent et se manifestent dans les niveaux élevés de l'emploi informel, la précarité sociale et la faible productivité, ainsi que dans les problèmes critiques d'accès à la santé, l'éducation et les soins médicaux.

Les préjudices se multiplient à l'égard des populations les plus vulnérables, comme les enfants et les adolescents, les femmes, les personnes âgées, les peuples autochtones et afro-américains, les chômeurs structurels, les migrants, les malades chroniques, les personnes ayant une orientation sexuelle non hétéronormative, entre autres.

Ce document se compose de trois sections qui cherchent à analyser la situation de la région. La première section, « le rêve écologique », aborde l'état actuelle de l'économie, du travail, de la protection sociale, de l'environnement, du changement climatique, de l'état de santé de la population et des systèmes de santé.

La deuxième section, intitulée « Le Rêve Social », analyse la problématique de la pauvreté, de l'inégalité, de la détresse sociale, de la marginalité et de la ségrégation urbaine et ethnico- raciale, des nouveaux exclus sociaux (personnes âgées, migrants, peuples autochtones, groupes ethno-raciaux victimes de discrimination, personnes handicapées, citadins pauvres, travailleurs sans terre et personnes ayant des problèmes de consommation de substances) et de la situation délicate des enfants et des adolescents. La dernière section, « Le Rêve Culturel », explore l'état des démocraties et des droits de l'homme, ainsi que les changements qui se produisent dans notre société.

1. Le Rêve Ecologique (Aspects qui le concernent)

Économie, travail décent et protection sociale

L'actuelle concentration de rentes et de richesses est due principalement au mécanisme du système financier. La liberté concédée aux investissements financiers favorise la spéculation du capital qui ne pousse pas à investir dans des productions à long terme, mais qui cherche plutôt le profit immédiat. Cependant, selon la Doctrine Sociale de l'Église:

« L'objet de l'économie est la création de la richesse et sa croissance progressive en termes non seulement quantitatifs mais qualitatifs : cela est moralement correct, s'il est orienté vers le développement intégral de la société et de l'homme là où ce dernier vit et travaille. Le développement, en effet, ne peut être réduit à un simple processus d'accumulation des biens et des services. Au contraire, la pure accumulation, même si elle a pour même objet le bien commun, n'est pas une condition suffisante pour obtenir un vrai bonheur ».

V^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain, 69. Aparecida, 2007.

- ▶ L'activité économique internationale, entendue comme la mesure de la production au niveau mondial, est restée stagnante au cours des dix dernières années. Les économies les plus avancées affichent une tendance à la baisse, avec une croissance de seulement 1,7 % en 2019. Les économies émergentes et en développement ont également tendance à baisser, avec une croissance de 3,7 % cette année-là, ce qui marque un ralentissement par rapport au début de la décennie.
- ▶ La croissance économique mondiale était estimée à 2,7 % en 2020. L'arrivée de la COVID-19 et la fermeture de l'activité ont entraîné une chute de 4,4 % du PIB mondial, avec des résultats encore pires pour les pays les plus avancés (-5,8 %). La Chine a connu une reprise rapide, avec une croissance de 1,9 %. Une croissance de 5,2 % est prévue à niveau mondiale pour 2021. Toutefois, la croissance de la production ne suffira pas à compenser les pertes du RNB par habitant, qui accusent des reculs allant jusqu'à dix ans dans les pires cas.
- ▶ L'Amérique latine et les Caraïbes ont connu une période d'expansion au cours de la première décennie du XXI^e siècle, principalement en raison des conditions internationales favorables à l'exportation de produits primaires, marquées par des termes de l'échange favorables. Mais la décennie 2010-2020 présente des changements significatifs par rapport à la précédente. En principe, 23 des 33 économies régionales sont en déclin depuis 2014. Pour l'ensemble de la région, la croissance en 2019 a été de 0,0%, la plus faible croissance de ces quarante dernières années. En 2020, on estime qu'il a baissé de 8,1 %, avec des chiffres encore plus élevés pour les économies qui se consacrent au tourisme (-9,9%). Dans ce contexte, un renouveau structurel de l'économie sera nécessaire pour atténuer les coûts sociaux et productifs de la pandémie. La croissance prévue pour 2021 n'est que de 3,6 %.
- ▶ Dans ce contexte, une sortie possible de la crise passe par le renforcement de l'économie sociale, où se trouvent des entreprises ou des jeunes pousses aux revenus limités, des mutuelles, des fondations et des organisations à but non lucratif, des associations économiques, des coopératives, des communautés paysannes et indigènes, des unités économiques familiales, des groupements de production et de commercialisation, entre autres, qui offrent des avantages et des bénéfices pour le développement économique et social (y compris une meilleure répartition de l'excédent, une gestion efficace des biens communs, l'inclusion professionnelle et sociale, entre autres avantages pour la collectivité).
- ▶ Les marchés du travail n'ont pas connu de tendance différente de celle de l'économie au cours de la dernière décennie : la stagnation économique limite la création d'emplois et augmente les niveaux de chômage. Le taux de chômage se situe entre 8 et 10 % de la population active d'Amérique latine et des Caraïbes (ALetC). Les taux d'emploi informel ont eu tendance à baisser en 2020, mais cela s'explique par le passage des travailleurs informels à l'inactivité, à cause de la fermeture à la circulation.
- ▶ L'emploi a également subi les coups de la pandémie en 2020, les plus touchés étant les travailleurs salariés et les travailleurs informels. Pour l'année 2020, une baisse de 2,6 points de pourcentage est estimée par rapport à l'année précédente, avec une augmentation préoccupante du chômage. On estime à 47 millions le nombre d'emplois perdus, avec un taux de chômage de 10 %. La crise accorde une importance nouvelle à la segmentation du marché du travail. Les femmes ont été moins nombreuses que les hommes à occuper un emploi, ce qui les a empêchées dans bien des cas de réintégrer leur emploi en raison des nouvelles exigences du ménage, ainsi que les personnes moins instruites qui ont été affectées dans leurs activités par les restrictions à la liberté de circulation.
- ▶ De nouvelles formes de travail émergent de l'expérience COVID-19. Le télétravail était l'option par excellence dans les bureaux et les écoles, même si le chemin est long jusqu'à ce que ce mode de travail puisse être étendu à toute la population. En temps de crise, il est important de se rappeler que l'accès au travail pour tous doit être un objectif prioritaire. Nous sommes appelés au travail depuis notre création, faisant partie du sens de la vie sur cette terre, chemin de maturation, de développement humain et d'épanouissement personnel.

- En ce qui concerne la protection sociale régionale, la tendance a été à la hausse au cours de la dernière décennie, avec d'importants progrès dans la couverture des groupes traditionnellement exclus. En 2017, 61,4 % de la population latino-américaine bénéficiait d'au moins une prestation de protection sociale. Le déclenchement de la crise sanitaire, sociale et économique provoquée par la COVID-19 a mis en avant l'importance des systèmes de protection sociale dans les sociétés à haut niveau de vulnérabilité comme celles d'Amérique latine et des Caraïbes. La pandémie a donné naissance à une série de mesures de protection sociale prises par les États, qui peuvent être regroupées en cinq catégories : transferts monétaires, transferts en nature, assurance de la fourniture de services de base, protection sociale des travailleurs et soutien direct aux personnes et aux familles.

Environnement et changement climatique

La richesse naturelle d'Amérique Latine et des Caraïbes est victime aujourd'hui d'une exploitation irrationnelle qui laisse un sillage de dilapidation, et même de mort, pour notre région. Dans tout ce processus, l'actuel modèle économique a une énorme responsabilité car il privilégie le désir démesuré pour la richesse, faisant fi de la vie des personnes et des peuples, et du respect rationnel de la nature. La destruction de nos bois et de la biodiversité, à cause d'une attitude prédatrice et égoïste, met en cause la responsabilité morale de ceux qui la pratiquent parce qu'elle met en danger la vie de millions de personnes et particulièrement l'habitat des paysans et des indigènes qui sont expulsés vers des terres en pente et vers les grandes villes où ils vivent entassés dans des banlieues de misère. Notre région a besoin de progresser dans son développement agro-industriel pour valoriser les richesses de ses terres et ses capacités humaines

au service du bien commun, mais nous ne pouvons pas éviter de mentionner les problèmes que cause une industrialisation sauvage et non contrôlée de nos villes et de la campagne et qui pollue le milieu naturel, par toutes sortes de déchets organiques et chimiques. Il faut également être très vigilant, face aux industries extractives de ressources minières qui lorsqu'elles ne s'efforcent pas de contrôler et de limiter leurs effets destructeurs sur le milieu naturel environnant, provoquent l'élimination des forêts, la pollution de l'eau et convertissent les zones exploitées en immenses déserts.

V^e Conférence Générale de l'Épiscopat Latino-américain, 473. Aparecida, 2007.

- La pandémie a eu des conséquences sur l'environnement et le climat. L'augmentation de la température, le stress hydrique et les émissions de gaz à effet de serre ont connu un bref repos pendant la période d'isolement. Le déclin du tourisme et des activités productives a réduit la pression sur les écosystèmes, mais il n'est pas certain que la situation se maintiendra une fois la pandémie aura terminé.
- Bien que la pandémie ait réduit la destruction de différents écosystèmes, il n'en a pas été de même pour la dégradation des terres. Les incendies en grande partie de l'Amazonie et dans les régions d'Amérique du Sud ont des conséquences sur la couverture végétale. L'abattage d'arbres sans discernement pour la plantation n'a pas eu de repos pendant la COVID-19 : l'Amazonie a perdu 649 kilomètres carrés de forêt native pendant l'isolement.
- Il ne faut pas oublier que la COVID-19 est une expression du changement climatique et de ses conséquences sur les écosystèmes mondiaux, elle est symptomatique d'une situation plus profonde. Comme conséquence des modifications des biomes, les êtres humains sont plus en contact avec des espèces auparavant éloignées, ce qui accroît notre vulnérabilité à la proximité de nouveaux agents pathogènes.

- ▶ Cette dimension mondiale du changement climatique implique la nécessité d'actions conjointes pour lutter contre son aggravation dans les années à venir, étant nécessaires des actions coordonnées entre tous les gouvernements du monde. Des politiques liées à la réduction du dioxyde de carbone et d'autres gaz polluants, ainsi qu'à la réduction de l'utilisation des sources d'énergie non renouvelables, seront essentielles.
- ▶ Dans le même temps, les catastrophes naturelles ne se sont pas arrêtées malgré l'isolement dans la région, notamment les destructions causées par le tremblement de terre à Porto Rico, les dévastations causées par les ouragans Eta et Lota et les périodes de sécheresse en Amérique du Sud.

Santé et système de santé

L'Église a fait une option pour la vie. Cette option nous projette nécessairement jusqu'au plus profond de l'existence : naître et mourir, l'enfant et le vieux, la personne en pleine santé et le malade... (417).

Depuis le début de l'évangélisation, on a observé ce double commandement. Le combat contre la maladie a pour but d'obtenir l'harmonie physique, psychique, sociale et spirituelle, pour honorer la mission reçue... (418). La santé est l'objet de grands intérêts qui agitent notre monde, mais on ne propose pas de finalité qui la transcende. Dans la culture actuelle, la mort n'a pas sa place, et, devant sa réelle présence, on tente de l'occulter... (419).

Ve Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain, 417-419. Aparecida, 2007.

La COVID-19 nous oblige à analyser l'état de santé des personnes vivant en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les maladies non transmissibles, telles que le cancer, le diabète, les maladies cardiovasculaires, etc., constituent le groupe le

plus important de causes de mortalité au niveau régional. L'augmentation du surpoids et de l'obésité, en particulier au Mexique et aux Bahamas, est également soulignée. Ces caractéristiques de la population deviennent des comorbidités possibles face à la COVID-19, augmentant ainsi la vulnérabilité de ceux qui en souffrent. Environ 186 millions de personnes dans la région sont menacées par la COVID-19.

- ▶ Les chiffres ont augmenté en 2020. Actuellement, le continent américain est celui qui a le plus de cas, avec plus de 55 millions de personnes infectées et plus de 1,2 million de morts. Les pays ayant les chiffres les plus élevés sont le Brésil, l'Argentine, la Colombie, le Mexique et le Pérou.
- ▶ Le faible investissement dans le secteur a été une complication importante pour faire face à la COVID-19. Cela est attesté par la saturation des cliniques et des hôpitaux, par le taux d'occupation des lits de soins intensifs, ainsi que par la pénurie de personnel médical et infirmier pour s'occuper des patients.
- ▶ Les stratégies prises pour lutter contre la maladie ont été hétérogènes, mais parmi les plus adoptées figurent: la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, la fermeture des frontières internationales, la promotion de mesures d'hygiène personnelle plus rigoureuses, recherche et contact de cas suspects, les mesures d'isolement et d'éloignement social, le port obligatoire de masques, la restriction des horaires de circulation, la suspension du transport.
- ▶ La vaccination contre la COVID-19 est la priorité actuelle des gouvernements pour faire face à la pandémie. À cet égard, le pape François a mis en garde contre la nécessité de vacciner tous les coins de la planète, y compris les plus défavorisés, qui sont souvent oubliés par les entreprises qui distribuent les vaccins.

2. Le Rêve Social

(Aspects qui le concernent)

Inégalité, pauvreté et détresse sociale

Poussée par une tendance qui privilégie le pur profit et stimule la concurrence, la mondialisation suit une dynamique de concentration du pouvoir et de la richesse aux mains de quelques uns. Pouvoir et richesse, non seulement de ressources physiques et monétaires, mais surtout de l'information et des ressources humaines, ce qui a pour conséquence l'exclusion de tous ceux qui ne sont pas suffisamment préparés et informés, augmentant ainsi les inégalités qui caractérisent tristement notre continent et qui maintiennent dans la pauvreté une multitude de personnes... (62) Une mondialisation sans solidarité affecte négativement les secteurs les plus pauvres. Il ne s'agit pas simplement du phénomène de l'exploitation et de l'oppression, mais de quelque chose de nouveau : l'exclusion sociale. Celle-ci affecte, dans sa racine même, l'appartenance à la société où l'on vit, car l'on est, ni en dessous, ni à la périphérie sans pouvoir, mais l'on est en dehors. Les exclus ne sont pas seulement "exploités" mais comme "en trop" et "sans valeur". (65)

Ve Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain, 62-65. Aparecida, 2007.

La pauvreté a été et reste l'un des plus grands problèmes auxquels sont confrontés les pays d'ALetC. La solution, selon le pape François, exige que les gouvernements pensent et agissent en termes de communauté. Les solutions permanentes ne deviennent pas des stratégies d'endiguement pour traverser temporairement la condition de pauvreté. Il faut prendre en charge le présent dans sa situation la plus marginale et la plus angoissante, et être capable de leur rendre leur dignité.

Au cours des deux dernières décennies, il y a eu des progrès et des reculs dans la lutte contre la pauvreté. Les chiffres les plus élevés de la décennie remontent à 2002, avec près de la moitié de la population latino-américaine vivant dans la pauvreté. Au cours des années suivantes, la tendance a été à la baisse, accompagnée par la croissance économique de la décennie 2000-2010. Mais à depuis 2014, les chiffres ont commencé à augmenter dans presque toute la région, ce qui s'explique principalement par l'augmentation de la pauvreté au Venezuela, au Brésil, en Argentine et en Équateur.

En 2019, 30,5 % de la population régionale était pauvre et 11,3 % vivait dans l'extrême pauvreté. La région présente des chiffres très hétérogènes : des pays comme le Mexique et le Honduras avec des chiffres qui avoisinent les 50 % de pauvreté, contrairement à un pays comme l'Uruguay, où près de 5 % de sa population vit dans la pauvreté.

L'arrivée de la COVID, accompagnée de la chute économique et de l'augmentation du chômage, aggrave encore l'état fragile de la pauvreté dans la région. La CEPALC estime qu'en 2020, 33,7 % des Latino-Américains seront pauvres et 12,5 % extrêmement pauvres. Ce chiffre de pauvreté est équivalent au chiffre de la pauvreté régionale de 2008, alors que le chiffre de l'extrême pauvreté est le plus élevé depuis 1999. Dans un scénario sans programmes sociaux (également calculé par la CEPALC), la pauvreté atteindrait 37,2 % de la population et l'extrême pauvreté 15,8 %.

Il faut souligner la situation de quelques pays. Le Brésil a réussi à faire reculer la pauvreté, même pendant la pandémie. Le pire des cas est celui de l'Argentine, où la pauvreté a augmenté de 9,8 % par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne l'extrême pauvreté, le Brésil a enregistré une baisse de 4,1 % par rapport à l'année précédente, tandis qu'au Honduras, il a enregistré une augmentation de 6,1 %.

Dans le contexte de l'accroissement de la pauvreté, il en résultera également une aggravation des inégalités. L'Amérique latine était déjà la région la plus inégalitaire du monde. L'indice de Gini (mesure de l'inégalité des revenus entre les citoyens, où 0 est une situation d'extrême égalité et 1 une situation d'inégalité absolue) en moyenne pour l'ALetC

était de 0,46 en 2019, avec des pays avec un indice inférieur à 0,40 (Argentine et Uruguay) et pays ayant des indices supérieurs à 0,52 (Brésil et Colombie).

La région a commencé à souffrir de la pandémie avec trois problèmes structurels graves : les taux élevés de travail informel, les fortes inégalités et la faible productivité. En interagissant les uns avec les autres, ces problèmes rendent la région particulièrement vulnérable aux chocs économiques négatifs. Entre 2019 et 2020, la CEPALC estime que tous les pays de la région présentent des variations régressives. Les pays les moins variés seront le Guatemala et le Paraguay (variation comprise entre 1 et 1,9 %), tandis que les pays les plus variés seront l'Argentine, l'Équateur et le Pérou (variation de l'indice de Gini de 6 % ou plus).

Comme on l'a vu plus haut, la région a enregistré des progrès importants dans le domaine de la protection sociale, mais ces progrès ont été fragmentaires. En 2019, 38,9 % de la population de l'ALetC n'avait pas accès à une forme quelconque de protection sociale, ce qui impliquait une situation de détresse socioéconomique. Les privations dont souffrent ces populations délaissées par la protection sociale ne se résolvent pas seulement par des transferts monétaires : des situations de surpeuplement, de travail informel, de marginalité et de discrimination sont aussi des indicateurs de détresse.

Marginalisation, exclusion et ségrégation sociale

À l'intérieur de cette ample préoccupation pour la dignité humaine, il faut situer notre angoisse pour les millions de latino-américains et latinoaméricaines, qui ne peuvent mener une vie qui corresponde à cette dignité. L'option préférentielle pour les pauvres est un des traits qui marque le visage de l'Église latino-américaine et des Caraïbes. De fait, Jean-Paul II, se tournant vers notre continent, a soutenu que "se convertir à l'Évangile pour le peuple chrétien qui

vit en Amérique signifie réviser tous les champs et toutes les dimensions de sa vie, spécialement tout ce qui appartient à l'ordre social et à la recherche du bien commun".

V^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain, 391. Aparecida, 2007.

- ▶ Le surpeuplement et les implantations sauvages sont monnaie courante dans tous les pays de la région. Le lieu de résidence est un élément qui renforce l'inégalité. La vie dans les villes offre plus de possibilités que la vie dans les banlieues et les zones reculées. Les disparités interrégionales résultent des disparités de revenus : les familles à faible revenu se situent généralement à la périphérie, tandis que les maisons de ceux qui ont un revenu élevé se situent en ville.
- ▶ La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes présentent de grandes disparités de revenus entre les régions. Ces disparités interrégionales semblent similaires si elles sont mesurées au niveau des maisons, en ayant RNB par habitant comme référence, ou si l'on utilise les salaires moyens. Les écarts interrégionaux sont plus importants dans les pays les plus riches que dans les pays les plus pauvres.
- ▶ En particulier, la région est marquée par une forte proportion de la population vivant dans des implantations sauvages. Dans les cas les plus graves (Nicaragua, Bolivie et Guatemala), plus de 40 % de la population urbaine vit dans ce type d'implantations. L'arrivée de la COVID-19 dans ces implantations dépourvues de conditions de logement de base entraîne une propagation plus rapide de la maladie, ce qui accroît leur vulnérabilité en raison des niveaux élevés de surpeuplement et de l'absence de services d'assainissement de base.
- ▶ Un autre problème important que connaît historiquement notre région est la ségrégation par la couleur de peau. La réalité sociodémographique est complexe en raison de l'amalgame de divers groupes ethniques. La ségrégation se manifeste par la faible scolarisation et les

difficultés d'insertion sur le marché formel du travail. Le scénario social de la COVID-19 a davantage touché les communautés et les groupes marginalisés en raison de leur race, de leur nationalité ou de leur appartenance ethnique, qui se trouvent historiquement en dehors des systèmes de protection sociale.

- L'un des problèmes qui ont compliqué l'accès tant aux mécanismes de protection sociale qu'à l'éducation et à d'autres prestations a été la limitation du langage. De nombreuses communautés de peuples autochtones, n'utilisant pas la même langue que le pays dans lequel elles résident, ont eu encore plus de difficultés à accéder à l'enseignement ou aux programmes de sécurité sociale. Outre les conséquences sur la santé des personnes d'ascendance africaine et de certaines minorités nationales ou ethniques, il y a eu une augmentation considérable des injures, du harcèlement et de la violence à caractère racial dans l'espace public, s'adressant principalement aux personnes d'ascendance asiatique, dans le contexte de la crise actuelle.

Les nouveaux rejetés de la société

La mondialisation fait apparaître en nos peuples de nouveaux visages de pauvres. De façon particulière, et en continuité avec les conférences générales antérieures, nous pointons notre regard sur les visages de nouveaux exclus : les migrants, les victimes de la violence, les déplacés et les réfugiés, les victimes du trafic des personnes, les séquestrés, les disparus, les malades du sida et des infirmités endémiques, les dépendants de la drogue, les personnes âgées, les enfants garçons et filles victimes de la prostitution, de la pornographie, de la violence, du travail infantile, les femmes outragées, les victimes de l'exclusion et du trafic en vue de l'exploitation sexuelle, les personnes handicapées avec des compétences différentes, les groupes

importants de chômeurs, hommes et femmes, les exclus de l'analphabétisme technologique, les personnes de la rue de nos grandes cités, les indigènes et les afro-américains, les paysans sans terre et les mineurs. L'Église, par sa pastorale sociale, doit donner accueil et accompagner ces personnes exclues, quels que soient les domaines.

V^e Conférence Générale de l'Épiscopat Latino-américain, 402. Aparecida, 2007.

- Dans le contexte de l'augmentation de la pauvreté, des inégalités et de la marginalisation, la situation des rejetés de la société devient plus difficile encore. La logique du rejet marginalise certains groupes de la société considérés comme inutiles, et cette situation s'aggrave pendant la pandémie. Il est important de rappeler la nécessité d'abandonner cette logique et de la remplacer par une nouvelle vision, une logique de la communion, qui s'éloigne de l'exclusion.
- Les personnes âgées, les migrants, les peuples autochtones, les personnes handicapées, les consommateurs à problèmes et les travailleurs ruraux sans terre voient leurs conditions de vie empirées face à la pandémie. Chez les personnes âgées, la maladie les affecte dans un état de plus grande vulnérabilité physique au virus. Le développement de pathologies chroniques et l'augmentation des limitations fonctionnelles compliquent la possibilité de faire face à la COVID.
- Au niveau régional, les personnes âgées représentent la majorité des décès dus à la COVID-19. En Colombie, au Mexique et au Costa Rica, 60 à 70 % des décès à cause de la COVID-19 ont plus de 60 ans. Ces chiffres sont plus élevés en Argentine et au Chili, où ils avoisinent 85 %.
- Les migrants constituent un drame souvent invisible, qui représente un défi pour les sociétés, les États et les Églises. En son temps, le pape François a parlé de la nécessité d'accueillir, de protéger, de promouvoir et d'intégrer les personnes déplacées. En 2019, 40,5 millions

de personnes dans la région se trouvaient en situation de migrants. Deux principaux flux migratoires sont reconnus au niveau interrégional : la mobilité des pays d'Amérique centrale vers le Mexique et les États-Unis et la mobilité vénézuélienne vers les pays du Cône Sud. Un autre flux migratoire important, quoique dans une moindre mesure, est la migration haïtienne vers la République dominicaine, Cuba et les États-Unis.

- ▶ Les migrations dans le contexte de la COVID-19 sont limitées par la fermeture des frontières et les mesures de quarantaine, mais il ne faut pas supposer que la mobilité est limitée par ces facteurs, étant donné le caractère involontaire et forcé de la migration interrégionale. Parmi les groupes particulièrement vulnérables aux effets de la pandémie, outre les migrants sans papiers ou en situation irrégulière, il y a les femmes migrantes, les enfants et les adolescents, ainsi que les personnes d'orientation sexuelle non hétéronormative.
- ▶ Les peuples originaires représentent 9,8 % de la population régionale, la population la plus touchée par la pauvreté étant concentrée en particulier dans les zones rurales et les territoires reculés. Dans tous les pays de la région, les communautés indigènes sont à haut risque en raison de leur faible résistance immunitaire et de leur manque d'accès aux soins hospitaliers. Loin des hôpitaux et des médias, les indigènes d'Amérique latine tombent malades et meurent sans avoir accès aux moyens essentiels de protection.
- ▶ En ce qui concerne les travailleurs ruraux sans terre, la pauvreté rurale est généralement associée au déficit de travail décent dans l'agriculture. De même, l'inégalité dans la répartition des terres se manifeste par l'accumulation de certains groupes et individus privilégiés. Au cours des premiers mois de l'année 2020, la pandémie a ralenti la production et l'exportation de produits agricoles, entraînant des pertes de revenus.
- ▶ Les groupes les plus vulnérables de la société, à savoir les personnes âgées, les femmes, les peuples autochtones et les pauvres, qui comptent déjà parmi les groupes les plus exclus de la population, sont également les plus touchés par le handicap. À bien des égards, leur exclusion est amplifiée par cette situation.
- ▶ Les personnes handicapées sont plus à risque face à la COVID-19 en raison de leurs possibilités limitées de se protéger contre la contagion ou de rechercher un diagnostic et un traitement en raison du manque d'information sur le virus dans des formats accessibles et du manque d'accès aux établissements de santé.

La COVID-19 a un effet cumulatif sur les personnes handicapées, étant donné que les désavantages structurels antérieurs à la pandémie sont renforcés par l'absence d'actions de sauvegarde de la santé et du bien-être des groupes vulnérables. Une situation similaire se produit chez les personnes qui ont des problèmes avec la consommation de substances illicites, étant physiquement plus vulnérables à la COVID-19.

Situation des enfants et des adolescents

Nous voyons avec souffrance la situation de pauvreté, de violence intrafamiliale (surtout dans les familles irrégulières ou désintégrées), d'abus sexuel qui touche beaucoup d'enfants : les secteurs des enfants travailleurs, les enfants de la rue, les enfants porteurs de HIV, les orphelins, les enfants soldats, et les garçons et les filles trompés et exposés à la pornographie et à la prostitution forcée, à la fois virtuelle et réelle. Surtout, la première enfance (0 à 6 ans) demande un soin spécial, et de l'attention.

On ne peut rester indifférent devant la souffrance de tant d'enfants innocents [...] D'un autre côté, nous constatons avec préoccupation que d'innombrables jeunes de notre continent passent par des situations qui les affectent gravement : les séquelles de la pauvreté qui limitent la croissance harmonique de leurs vies et créent de l'exclusion ; la socialisation dont la transmission de valeurs ne se produit plus, premièrement, dans les institutions traditionnelles, mais dans de nouveaux domaines qui ne sont pas

exempts d'une forte charge d'aliénation; leur perméabilité aux formes nouvelles d'expression culturelle, produites par la globalisation, ce qui affecte leur propre identité personnelle et sociale.

V^e Conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain, 439. 444. Aparecida, 2007.

- ▶ Il est également important de mentionner la situation de l'une des populations les plus touchées par la pandémie, qui tend à être invisible : les 193 millions d'enfants et d'adolescents d'Amérique latine et des Caraïbes. On estime qu'en 2019, 47,2 % des mineurs étaient en situation de pauvreté et 19,6 % en situation d'indigence. Ces enfants sont l'avenir de la famille humaine et il est de la responsabilité de tous de favoriser leur développement intégral.
- ▶ En ce qui concerne l'alimentation des mineurs, on observe une transition vers la consommation de plus de sucres et de graisses, entraînant une malnutrition infantile et une augmentation du surpoids. À l'autre extrême, de nombreux enfants souffrent d'émaciation et manquent de vitamines et de minéraux. Une mauvaise alimentation pendant l'enfance a des conséquences pour toute la vie. Une bonne nutrition pendant l'enfance est essentielle au développement cognitif.
- ▶ La pandémie a engendré une « pandémie de la faim » dans notre région. Avec la fermeture des écoles, une grande partie des programmes d'alimentation scolaire, qui bénéficient à 85 millions d'enfants de la région, ont été suspendus. Pour environ 10 millions d'enfants, l'alimentation scolaire est l'une des principales sources d'alimentation sûre qu'ils reçoivent chaque jour.
- ▶ L'éducation est un thème qui a été longuement évoqué pendant la pandémie et qui représente l'une des plus grandes préoccupations pour l'avenir. Au cours des dernières décennies, la tendance régionale a été à l'augmentation de la scolarisation préscolaire, primaire et secondaire. La fermeture des établissements d'enseignement a empêché des millions d'élèves de tous les niveaux éducatifs de les fréquenter.
- ▶ La conséquence la plus grave de la pandémie ne sera pas seulement la situation économique, mais aussi l'impact sur les processus de construction du capital humain. En Amérique latine et dans les Caraïbes, plus de 170 jours d'apprentissage ont été perdus (la moyenne mondiale est de 40 jours), ce qui accroît le risque de perdre une année entière.
- ▶ L'apprentissage à distance, même s'il permet de résoudre les problèmes à court terme, n'est pas viable dans la plupart des pays de la région. Avec des niveaux élevés de pauvreté et de marginalité, les sociétés latino-américaines n'ont pas les conditions technologiques pour soutenir le processus d'enseignement.
- ▶ En ce qui concerne la situation de l'enfance, il convient de mentionner l'état du travail et de l'exploitation des enfants, manifestations graves de l'inégalité. Notre région est l'une des plus avancées vers l'élimination du travail des enfants, avec une réduction de plus de 9,5 millions d'enfants qui travaillent. Toutefois, en 2016, plus de 17 millions d'enfants étaient encore occupés dans l'activité économique de la région.
- ▶ La COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités préexistantes: le ralentissement de la production, le chômage, la faible couverture de la protection sociale, le manque d'accès à la sécurité sociale et l'augmentation de la pauvreté sont des facteurs qui favorisent l'augmentation du travail des enfants.
- ▶ En ce qui concerne la vulnérabilité des enfants, il est également important de mentionner les situations de violence familiale chez les enfants dans notre région. La violence est le résultat de multiples facteurs sociaux, économiques, culturels, politiques et environnementaux qui se manifestent aux niveaux individuel, familial et communautaire. Il a de nombreuses manifestations, physiques, sexuelles ou émotionnelles. Dans notre région, un enfant de moins de 15 ans sur deux est soumis à une forme de châtement corporel à la maison; deux enfants sur trois subissent une forme de discipline violente, physique ou psychologique. Plus d'un million d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans ont subi une forme de violence sexuelle.

- ▶ a pandémie de coronavirus crée un environnement propice à l'augmentation des situations de violence. Les contraintes de l'activité économique, la fermeture des écoles, l'accès limité aux services de santé et l'éloignement physique peuvent accroître la vulnérabilité et l'exposition des enfants et des adolescents à la violence.
- ▶ Un problème lié aux niveaux de violence en Amérique latine et dans les Caraïbes est la maternité chez les adolescentes : notre région a le deuxième taux de grossesse chez les adolescentes au monde. Les grossesses précoces ont des conséquences pour les filles et les adolescentes pauvres. Les complications liées à la grossesse et à l'accouchement figurent parmi les principales causes de mortalité maternelle.
- ▶ La COVID-19 met en garde contre le problème de la maternité adolescente. La fermeture d'écoles et d'autres établissements d'enseignement a pour conséquence que les filles et les adolescentes passent plus de temps à la maison, ce qui augmente le temps d'exposition à des membres abusifs de la famille.

3. Le Rêve Culturel

(Aspects qui le concernent)

Paix sociale, démocratie et droits de l'homme

Ce n'est donc pas par opportunisme ou par faim de nouveauté que l'Église, « experte en humanité », se fait le défenseur des droits humains. C'est par un authentique engagement évangélique, lequel, comme pour le Christ, est un engagement envers ceux qui sont le plus dans le besoin.

Discours du pape Jean-Paul II à l'ouverture des travaux de la IIIe Conférence Générale de l'Épiscopat latino-américain, Puebla, 1979.

Il est urgent de créer des structures, qui consolident un ordre social, économique et politique, dans lequel il n'y aura pas d'inégalité et dans lequel il y aura des chances pour tous. Également, il faudra de nouvelles structures, qui promouvront un authentique vivre ensemble, qui empêcheront la toute-puissance de quelques-uns et faciliteront le dialogue constructif pour les indispensables consensus sociaux.

V^e Conférence Générale de l'Épiscopat Latino-américain, 384. Aparecida, 2007.

- ▶ L'objectif de développement durable 16, 'Paix, Justice et Institutions efficaces', vise à promouvoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives. L'Amérique latine et les Caraïbes ont encore un grand défi à relever pour développer une véritable culture démocratique. Les inégalités et les conflits sociaux persistants, associés à l'instabilité politique, à la faiblesse des institutions, à la corruption et à l'insécurité qui caractérisent la région, ont pour conséquence un faible niveau de confiance dans les institutions ou les autorités et une faible participation des citoyens, qui se montrent de plus en plus mécontents et sceptiques à l'égard de la démocratie.
- ▶ L'année 2019 a connu de nombreuses crises dans les différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La région a été touchée par une série de conflits économiques, politiques et sociaux. Malgré la pandémie, les événements qui ont commencé en 2019 ont connu une reprise dans plusieurs pays de la région. La COVID-19, au lieu de résorber les conflits, a renforcé l'instabilité politique de la plupart des gouvernements de la région.
- ▶ La satisfaction à l'égard de la démocratie est de plus en plus faible. En 2008, le mécontentement était de 51%, et ce chiffre est passé à 71% en 2018. Dans aucun pays de la région, la majorité n'est satisfaite. Les mesures en ALetC pour l'année 2020 entraînent un recul et la plupart des pays de la région sont considérés comme des « démocraties imparfaites ou déficientes ». Seuls le Costa Rica, le Chili et l'Uruguay sont considérés comme des « démocraties à part entière ».

- ▶ Dans le contexte de la COVID-19, il existe un certain nombre de facteurs de risque pour les démocraties : la perte de l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'accès limité à la justice, les restrictions et les reculs en matière de liberté d'expression et la faible représentativité des gouvernements élus. Il sera essentiel, dans les années à venir, de résoudre ces problèmes pour renforcer les démocraties. Il est néanmoins pertinent d'ajouter un commentaire du Saint-Père sur la situation actuelle des pays de notre région : « Il n'y a pas de démocratie là où il y a de la famine, ni de développement où il y a de la pauvreté. »
- ▶ Les états d'urgence ont donné lieu à des élargissements des pouvoirs exécutifs, dans une région qui tend structurellement à être hyperprésidentialiste. L'élargissement des pouvoirs en ce qui concerne l'utilisation des fonds d'urgence accroît le risque de favoriser des mesures populistes pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie afin de gagner l'appui du public.
- ▶ Plusieurs élections auront lieu cette année. Lors des élections tenues en Équateur, Guillermo Lasso a été proclamé vainqueur des élections. Le candidat a obtenu 52,5 % des voix, contre 47,5 % pour Arauz, très proche du président Correa.⁶ Au Pérou, les résultats serrés conduiront à des élections de second tour pour la candidate Keiko Fujimori (14,5%) et Pedro Castillo (18,1%), candidats d'extrême droite et d'extrême gauche, respectivement.⁷ En Bolivie, les élections de gouverneurs se sont révélées désavantageuses pour le gouvernement dirigé par Luis Arce.
- ▶ Les sondages d'opinion élaborés par le Centre Stratégique Latino-américain de Géopolitique (CELAG) en mars 2021 ont donné des résultats fermes sur l'approbation ou le rejet des présidents actuels du Chili, de l'Argentine et du Pérou. Dans le cas chilien, le président Sebastián Piñera a une image négative de 72,1 % contre 18,1 % positive ; en Argentine, le

⁶ Galindo, J. (11 avril 2021). *Ecuador, entre la vieja polarización y el nuevo descontento*

⁷ BBC News Mundo (12 avril 2021). *Elecciones 2021 Perú: la ajustada carrera para definir qué candidatos pasan a segunda vuelta.*

président Alberto Fernández a une image positive de 50,1 % et une image négative de 48,8 % ; au Pérou, 58,9 % des personnes interrogées ont une image négative du président Francisco Sagasti, contre 27,8 % positive.

- ▶ L'inégalité, la corruption, la violence, la dégradation de l'environnement et l'affaiblissement des institutions sont des réalités courantes dans notre région. Pour des milliers de personnes, ces situations se traduisent par des violations quotidiennes des droits de l'homme. L'Amérique latine et les Caraïbes sont l'une des régions les plus dangereuses du monde en matière de droits de l'homme.
- ▶ L'année 2019 a été marquée par des manifestations de masse au niveau régional, pour la plupart pacifiques. Les autorités ont généralement eu recours à la répression, à l'usage excessif de la force et à d'autres violations des droits de l'homme. Les groupes les plus touchés par les violations de leurs droits sont les migrants, les mouvements sociaux pour le logement, la terre et le travail, les secteurs urbains et ruraux pauvres, et même les journalistes.
- ▶ La COVID-19 arrive dans une région où les droits sont structurellement vulnérables. Aux lacunes qui existent depuis des années s'ajoute la nécessité impérieuse de garantir le droit à la santé pour tous les habitants. Le modèle dominant dans la région ne satisfait pas le droit à la santé que les États garantissent par la loi.
- ▶ En ce qui concerne le fonctionnement de l'État pendant la pandémie, il faut également mentionner la situation de la corruption, problème de la démocratie qui affecte de nombreux pays de la région

Transparency International produit chaque année l'indice de perception de la corruption, où les chiffres tendant à zéro indiquent un niveau plus élevé de corruption, et les chiffres approchant 100 indiquent l'absence de corruption.

Dans notre région, 32 pays ont été évalués en 2020, avec une moyenne de 43/100. L'Uruguay a le chiffre le plus élevé de l'Amérique latine et des Caraïbes avec un résultat de 71/100, et le Nicaragua, Haïti et le Venezuela les pays avec la corruption régionale la plus mauvaise, avec des résultats entre 10/100 et 20/100.

- La corruption est présente dans toute action contre la COVID-19, avec des procédures irrégulières non pas seulement dans les tests, les traitements et d'autres services de santé, mais aussi dans l'approvisionnement de médicaments et dans la préparation aux situations d'urgence en général. La corruption détourne des fonds nécessaires à l'investissement dans la santé, laissant les populations sans médecins, matériel sanitaire, médicaments et, parfois, cliniques et hôpitaux.

Changements sociaux dans les relations familiales, de genre et de génération

Les nouvelles générations sont les plus affectées dans leurs aspirations personnelles et profondes par cette culture de la consommation. Elles grandissent dans la logique de l'individualisme, du pragmatisme et du narcissisme qui suscite en elles des mondes imaginaires de liberté et d'égalité. Elles donnent de l'importance au présent, parce que le passé a perdu tout crédit devant tant d'exclusions sociales, politiques et économiques. Pour eux, le futur est incertain. Ils considèrent ainsi le déroulement de la vie comme un spectacle faisant du corps, l'axe de leur préoccupation. Ils perçoivent leur environnement d'une façon nouvelle et grandissent, pour la plupart, sans aucune référence aux valeurs religieuses. Au milieu de ce changement culturel surgissent de nouveaux sujets avec de nouveaux styles de vie, de nouvelles manières de penser, de sentir, de percevoir et d'entrer en relation. Ils sont producteurs et acteurs de la nouvelle culture. (51) Parmi les aspects positifs de ce changement culturel, on remarque la valeur fondamentale de la personne, de sa conscience, de son expérience, la recherche du sens de la vie et la transcendance. (52)

V^e Conférence Générale de l'Épiscopat Latino-américain, 384. Aparecida, 2007.

- Le rêve culturel nous fait aussi considérer les changements dans les relations familiales, de genre et de génération. Des situations auparavant invisibles prennent aujourd'hui une plus grande importance, comme le genre, les relations familiales et les changements dans les relations entre générations.
- La structure de la famille a subi des modifications au cours des dernières décennies : les foyers biparentaux se réduisent, les foyers élargis comprennent plus de membres de la famille et les foyers monoparentaux sont en augmentation. Ce phénomène est dû à divers facteurs, tels que l'augmentation du nombre de divorces et des migrations des membres de la famille et l'allongement de la durée du célibat.
- La COVID-19 impose des changements dans le fonctionnement des familles, soit dans la vie quotidienne, dus à la période d'isolement, soit dans l'économie, à cause de la chute économique, soit dans l'augmentation de la violence intrafamiliale, due à l'enfermement.
- La pandémie nous apporte également des changements dans nos relations avec d'autres générations. Les familles ont dû se séparer des espaces partagés avec les adultes pour éviter les risques de contagion. Les familles qui ne cohabitent pas ont dû s'adapter à la séparation, passant des semaines sans voir leurs aïeux ou limitant le temps de visite.
- La COVID-19 nous appelle également à réfléchir sur les changements dans les relations de genre. La population qui s'identifie et se reconnaît, publiquement ou non, Enfin, en évoquant les changements intervenus dans notre société, il convient également de mentionner la situation de la violence à l'égard des femmes. La réalité des femmes est définie par des éléments structurels qui interagissent avec le genre, tels que le niveau de revenu, le niveau d'éducation, la grossesse et la famille, l'ethnicité et la race, ainsi que des facteurs externes, comme les inégalités d'emploi et la violence sexiste. Dans la région, la violence contre les femmes et les filles aurait augmenté pendant la pandémie, en raison de l'isolement social.



Contribution Théologique et Pastorale

Introduction⁸

Face au diagnostic actuel de la situation socio-économique et environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes apparaît la nécessité de proposer une relecture de celui-ci en clé théologique et pastorale, à partir de notre confession de foi dans la présence et l'œuvre du Seigneur Ressuscité au milieu de la complexité de ces réalités, en poussant l'histoire vers la plénitude du Royaume:⁹ « voici, je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la fin du monde. » (Mt 28, 20)

Le but d'un regard de disciple missionnaire sur la réalité de notre contexte est de pouvoir reconnaître, avec les yeux de la foi, les signes de la présence miséricordieuse du Seigneur et de ses plans en elle, et de pouvoir écouter ses appels à le suivre et à le servir dans cette réalité. Il s'agit de découvrir son passage salvifique dans et à travers l'histoire, comme chaque époque vécue l'a exigé de la communauté des croyants.

L'exercice de discernement évangélique et pastoral sur la complexité des contextes sociaux, culturels et environnementaux de notre continent et en temps de pandémie, doit nous révéler où s'oriente l'action du Seigneur, crucifié et ressuscité, et vers où il nous appelle à l'aimer et à le suivre comme Eglise latino-américaine et caribéenne.

⁸ Ce document a été élaboré par Jaime Mancera Casas et María del Pilar Silveira, membres de l'équipe de réflexion théologique et pastorale du CELAM.

⁹ Cf. Document de Puebla, 274

Il s'agit de comprendre comment vivre sur notre territoire, le défi de l'appel de tous les fidèles chrétiens à être une Eglise en sortie, un hôpital de campagne, un promoteur de fraternité universelle et d'amitié sociale, de la culture du dialogue et de la rencontre, d'un nouveau pacte éducatif pour un humanisme solidaire, de nouvelles façons de construire les relations politiques et économiques en harmonie avec la maison commune, en soutenant l'œuvre du Seigneur ressuscité.

Les données et les analyses, lues dans la perspective de l'Évangile et de la foi, et sous la direction de l'Esprit Saint, nous conduisent de la connaissance de la situation à l'interpellation à notre liberté responsable, à la reconnaissance des appels que Dieu nous fait pour que nous travaillions ensemble, en tant que communauté ecclésiale, à l'extension du Royaume dans ces circonstances.

Ce discernement évangélique s'appuie sur la confiance en l'amour de Jésus Christ qui, toujours et inlassablement, prend soin de son Église (cf. Ep 5,29), Lui qui est Seigneur et Maître, clef de voûte, centre et fin de toute l'histoire humaine ; il est éclairé et affermi par l'Esprit Saint, qui suscite en tout temps et en tout lieu l'obéissance de la foi, le joyeux courage de suivre Jésus, le don de la sagesse qui juge tout et n'est jugée par personne (cf. 1 Co 2,15) ; il repose sur la fidélité du Père à ses promesses.

Exhortation apostolique Pastores Dabo Vobis, 10.

Les réflexions suivantes ne visent donc pas à épuiser les possibilités de discernement évangélique sur la situation actuelle. Au contraire, elles sont une invitation à réaliser

de nombreux exercices de discernement dans les différents contextes de notre géographie et à les partager, pour que la voix du Seigneur retentisse de tous les coins et nous confirme dans ce qu'il attend du disciple missionnaire face à l'humanité tout entière. Mais surtout, que la rencontre dialogique, réfléchie et interprétative avec la réalité, à la lumière de la foi, nous conduise à une action engagée, synodale et miséricordieuse, conformément à la volonté du Seigneur.

L'expérience de la fragilité humaine

En nous rapprochant du diagnostic de la situation actuelle sur notre continent, en lisant et en relisant les données et les analyses, ce qui apparaît en premier lieu, comme cela a déjà été exprimé dans d'autres réflexions, c'est l'expérience de la fragilité humaine à tous les niveaux.

Expérience de fragilité personnelle, face à la mort des êtres chers, les craintes de la contagion et la façon dont on peut perdre la vie si facilement. Fragilité dans la capacité d'affronter les difficultés et de maintenir la sérénité au milieu des adversités, et le sens de la vie personnelle. L'augmentation des situations de négligence, de crise émotionnelle, de dépression, d'idées suicidaires, de stress post-traumatique et d'agressivité, en parlent.

Fragilité dans les relations interpersonnelles, familiales et communautaires. Les mises en quarantaine décrétées, qui ont obligé au confinement dans la maison, à la fermeture des commerces et des entreprises, et à la restriction de la vie sociale quotidienne, ont mis en évidence la fragilité des relations familiales qui existent, le manque de profondeur de la communication, la difficulté d'affronter ensemble les problèmes et de construire une coexistence mûre. Les réactions de type individualiste, la violence familiale et sociale, la capacité insuffisante à gérer les conflits, l'indifférence ou la négation de la gravité de la situation, apparaissent souvent.

Et bien sûr aussi la fragilité des institutions et des modèles qui régissent actuellement les différents systèmes de la vie sociale. La fragilité du modèle économique actuel, de l'économie de production et de consommation, ainsi que de

l'économie informelle. La fragilité des décisions politiques des gouvernements, qui ont été court face à la gravité et à l'ampleur de la crise, sans capacité suffisante pour gérer l'ensemble du problème. Fragilité qui remet fortement en question la légitimité de ces modèles politiques et économiques existants et ouvre la réflexion sur la nécessité de penser autrement, d'une action conjointe entre les pays et de nouvelles façons de construire les relations sociales.

Une expérience de fragilité que nous avons également ressentie à l'intérieur de la vie ecclésiale; de tous les espaces de sa vie de communion et de ses actions évangélisatrices. Par conséquent, une expérience de fragilité dans tous les domaines et à tous les niveaux de la vie humaine, qui contraste avec l'imaginaire d'autosuffisance, de sécurité, de vie et de consommation sans limites que nous offrait la société, surtout soutenue par le développement scientifique, technologique et communicatif.

Mais c'est une expérience qui, avant de nous couler, est devenue une opportunité pour nous retrouver avec la vérité de nos vies, pour nous relever et donner un nouveau cap à la vie, comme l'a souligné le pape François : « La tempête démasque notre vulnérabilité et révèle ces sécurités, fausses et superflues, avec lesquelles nous avons construit nos agendas, nos projets, nos habitudes et priorités. Elle nous démontre comment nous avons laissé endormi et abandonné ce qui alimente, soutient et donne force à notre vie ainsi qu'à notre communauté.

La tempête révèle toutes les intentions d'"emballer" et d'oublier ce qui a nourri l'âme de nos peuples, toutes ces tentatives d'anesthésier avec des habitudes apparemment "salvatrices", incapables de faire appel à nos racines et d'évoquer la mémoire de nos anciens, en nous privant ainsi de l'immunité nécessaire pour affronter l'adversité. À la faveur de la tempête, est tombé le maquillage des stéréotypes avec lequel nous cachions nos "ego" toujours préoccupés de leur image ; et reste manifeste, encore une fois, cette appartenance commune (bénie), à laquelle nous ne pouvons pas nous soustraire : le fait d'être frères. »¹⁰. Et que, en la vivant, guidés par la foi, elle nous aide à

¹⁰ Moment extraordinaire de prière en temps de pandémie, présidé par le pape François, le 27 mars 2020.

assumer notre existence avec plus de réalisme et à nous ouvrir à l'expérience de la présence salvifique du Seigneur ressuscité dans notre vie.

L'expérience de la présence salvifique du ressuscité

Ce diagnostic nous montre la crise sociale, culturelle, économique, environnementale et politique que nous vivons, et nous parle donc de nombreuses victimes, frères et sœurs, qui subissent les impacts négatifs de cette situation. Ils sont assurément des sujets d'attention du Seigneur ressuscité, qui nous a montré son choix pour ceux qui souffrent, pour ceux qui éprouvent le plus leur propre fragilité à la suite des injustices. C'est pourquoi ils nous renvoient à la confession de la présence du Seigneur au milieu des lumières et des ombres du moment que nous vivons.

Nous reconnaissons Jésus ressuscité en devenant proche et compatissant avec tant de victimes de ces crises, avec tant de personnes en situation de souffrance, en portant leurs croix et celle de leurs familles : malades et surtout ceux qui ne sont pas bien soignés, sans accès ou exclus des services de santé ; familles ayant perdu des êtres chers à cause de la pandémie ; chômeurs, travailleurs informels ou ayant perdu leur emploi ; migrants, personnes déplacées et victimes de catastrophes naturelles ; personnes qui sont entrées dans la dépression, dans des crises nerveuses, dans des idées de suicide ; familles blessées ou séparées par la violence dans leurs relations, etc.

Une présence médiatisée par tant de personnes qui ont compati et écouté, se sont rapprochées, ont donné un coup de main. Ou pour ceux qui ont accompli leur travail, comme les médecins, les infirmières, le personnel de santé, les fonctionnaires, le personnel de la police et de l'armée et le personnel de ravitaillement.

Proche de tant de personnes qui sont victimes d'un système économique qui ne favorise que la recherche du profit et l'accumulation d'argent, en marge de la dignité humaine, du bien commun, du soin de la maison commune, et qui

finit par transformer les personnes en objets d'exploitation, de manipulation pour l'obtention des objets matérielles particulières.

Proche du cri de la terre, face aux actions de dévastation, d'extractivisme sans limites, d'abattage d'arbres en Amazonie et ailleurs, face aux actions polluantes de l'eau et de la mauvaise gestion des déchets solides, face au changement climatique.

Nous reconnaissons Jésus ressuscité chez ceux qui ont de la compassion et ceux qui sont engagés dans des actions caritatives, ce qui a atténué de diverses manières l'impact de la pandémie. Nous le reconnaissons dans la promotion d'initiatives et d'un réseau de solidarité qui a complété les efforts des gouvernements face aux impacts de la pandémie, efforts qui ont été insuffisants pour répondre à tous les besoins. Nous le reconnaissons dans les petites initiatives qui ont aidé de nombreuses familles à survivre au milieu de la crise, ce qui a soutenu l'espoir chez beaucoup de personnes. Ces faits, bien sûr, n'ont pas de chiffres et n'apparaissent pas dans les journaux.

Nous reconnaissons Jésus ressuscité chez ceux qui se rendent compte des crises humanitaires qui n'ont pas été prises en compte, des graves effets négatifs que provoquent les modèles économiques actuels, les décisions politiques prises sans tenir compte de la vérité des situations et de la manière dont tout est connecté. C'est Jésus ressuscité qui nous a aidé à prendre conscience du manque de garanties pour l'exercice et la satisfaction de nombreux droits fondamentaux, dès avant la pandémie. Comme le disait un journaliste : « Nous avons appris qu'il n'y avait pas une seule unité de soins intensifs dans de nombreuses régions de notre pays. » Cette conscience commence à déplacer les cœurs et les processus de changement. Bien qu'ils soient petits, comme la graine de moutarde, ceux changements peuvent grandir et devenir source de grandes transformations.

Le Seigneur ressuscité, surtout à travers l'action prophétique du pape François, a suscité une conscience critique face à la gravité des problèmes que nous affrontons et face à la nécessité et à la possibilité d'entreprendre des actions de changement, structurelles et concrètes, institutionnelles, communautaires et personnelles, pour faire de cette crise une opportunité, afin d'en sortir meilleurs, et en fait d'y parvenir

ensemble ; pour cela, elle réveille chez beaucoup d'attitudes et de gestes d'espérance, qui se transforment en un vent frais au milieu des situations de dépression, de tristesse, de scepticisme, qui abondent en ces temps, en particulier chez les enfants et les jeunes.

Le pape François nous dit:

Le Seigneur nous interpelle et, au milieu de notre tempête, il nous invite à réveiller puis à activer la solidarité et l'espérance capables de donner stabilité, soutien et sens en ces heures où tout semble faire naufrage. Le Seigneur se réveille pour réveiller et raviver notre foi pascale. Nous avons une ancre : par sa croix, nous avons été sauvés. Nous avons un gouvernail : par sa croix, nous avons été rachetés. Nous avons une espérance : par sa croix, nous avons été rénovés et embrassés afin que rien ni personne ne nous sépare de son amour rédempteur. Dans l'isolement où nous souffrons du manque d'affections et de rencontres, en faisant l'expérience du manque de beaucoup de choses, écoutons une fois encore l'annonce qui nous sauve : il est ressuscité et vit à nos côtés. Le Seigneur nous exhorte de sa croix à retrouver la vie qui nous attend, à regarder vers ceux qui nous sollicitent, à renforcer, reconnaître et stimuler la grâce qui nous habite. N'éteignons pas la flamme qui faiblit (cf. Is 42, 3) qui ne s'altère jamais, et laissons-la rallumer l'espérance. Embrasser la croix, c'est trouver le courage d'embrasser toutes les contrariétés du temps présent, en abandonnant un moment notre soif de toute puissance et de possession, pour faire place à la créativité que seul l'Esprit est capable de susciter. C'est trouver le courage d'ouvrir des espaces où tous peuvent se sentir appelés, et permettre de nouvelles formes d'hospitalité et de fraternité ainsi que de solidarité. Par sa croix, nous avons été sauvés pour accueillir l'espérance et permettre que ce soit elle qui renforce et soutienne toutes les mesures et toutes les pistes possibles qui puissent aider à nous préserver et à sauvegarder. Êtreindre le Seigneur pour embrasser l'espérance, voilà la force de la foi, qui libère de la peur et donne de l'espérance.¹¹

¹¹ Moment extraordinaire de prière en temps de pandémie, présidé par le pape François, le 27 mars 2020.

L'Eglise et son service au monde contemporain

L'expérience du ressuscité et le cri des victimes nous interpellent et nous appellent à l'engagement de toute l'Eglise, dans sa vie de communion et dans sa mission évangélisatrice. L'Eglise, en tant que Peuple de Dieu, se reconnaît également solidaire de tous les peuples et de leur histoire, et appelée à partager leurs joies, leurs espérances, leurs tristesses et leurs angoisses. (cf. GS1) C'est pourquoi les données qui nous présentent cette situation particulièrement complexe et dramatique nous invitent à réfléchir, en tant que croyants, sur ce que nous avons fait et sur ce que nous pouvons faire, sur ce que le Seigneur attend de nous en ce moment. Les interpellations peuvent être nombreuses, mais selon le critère de Gaudium et Spes, nous pouvons les regrouper, les reconnaître, les comprendre à partir de ces trois approches:

Les situations décrites et analysées qui ont été présentées reflètent en premier lieu, et à bien des égards, la méconnaissance et le non-respect de la dignité humaine, de son sens sacré et inaliénable, de son caractère relationnel et en harmonie avec la création, comme le Christ nous l'a révélé.

Ceci est sans doute absent, ou insuffisamment présent, des critères qui régissent actuellement le développement économique à tous les niveaux, des décisions politiques, des décisions qui favorisent le progrès scientifique et technologique, et des relations de coexistence, en engendrant une crise d'humanité sur ses fondements mêmes, avec les répercussions culturelles qui en résultent. Une perte du sens de la dignité humaine qui a entraîné une augmentation de la violation ou une garantie insuffisante des droits de l'homme, une indifférence ou une tolérance à l'égard des graves inégalités sociales, l'absence de conditions propices à la création d'emplois décents, l'appauvrissement généralisé des majorités et les dynamiques d'exclusion, de ségrégation et de marginalisation dont beaucoup souffrent. Cette absence de sens de la dignité humaine est également illustrée par l'augmentation des violences : familiale, de genre, contre les enfants, dans la vie en commun et, bien sûr, les violences structurelles identifiées dans le diagnostic.

En second lieu, elle nous interpelle et suscite de nombreuses interrogations: reconnaître l'absence d'un horizon de bien commun, d'un principe social de bien commun partagé par tant de personnes,¹² qui guide les discernements, les décisions et les actions dans les différents domaines de la vie sociale et les met au service de tous sans discrimination. Au contraire, on assiste à une désorganisation de la gestion des problèmes et de l'action, à la primauté des intérêts particuliers, à des visions incomplètes du développement, alors que les Objectifs De Développement Durable sont notre horizon.

Les problèmes touchent tous les domaines et tous les espaces de la vie sociale et sont aggravés par la corruption. La persistance des inégalités économiques et sociales, ainsi que l'augmentation de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, sont des indicateurs de l'absence d'un bien commun et nous renvoient à la concentration des biens dans les mains de quelques-uns, face à une grande majorité qui n'a guère de chances de satisfaire ses besoins fondamentaux.

L'insuffisance de la couverture sanitaire pour beaucoup, ainsi que les difficultés d'accès à une éducation de qualité, aggravées par le fossé de la connectivité à l'Internet, qui s'est fait jour en cette période de pandémie, montrent qu'il n'y a pas de critère de bien commun dans les décisions prises par les gouvernements pour garantir ces droits fondamentaux. Et bien sûr, sans ce critère dans la culture démocratique, il n'y a pas d'intérêt pour les personnes âgées, ni pour les peuples originaires, ni pour les migrants et les personnes déplacées, ni pour les handicapés, ou ayant des capacités spéciales, ni pour les paysans, ni pour les personnes avec des consommations problématiques. Il n'y a pas non plus d'intérêt pour les implications environnementales des modèles économiques et des coutumes qui se sont enracinées dans la population et qui affectent l'harmonie de la coexistence humaine dans et avec la maison commune.

Troisièmement, des questions se posent: pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Qu'est-ce qui nous est arrivé pour parvenir à cette situation de crise humanitaire et sociale si

¹² Cf. Conseil Pontifical "Justice et Paix", *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église* (2004), 164-170.

critique ? Quel sens a-t-on donné à toute l'activité humaine derrière ces chiffres et ces analyses ? Où allons-nous si nous continuons comme ça, si rien ne change ? Quels sont les horizons et les idéaux qui ont le plus de poids dans la prise de décisions et dans la réalisation des actions dans la vie sociale?

Et bien sûr, des questions se posent à l'Église, à nous en tant que communauté de disciples missionnaires et à la façon dont nous avons mené à bien notre mission évangélisatrice : qu'avons-nous fait ou pas fait pour que ces situations de crise se présentent ? Quelle est notre part de responsabilité, en tant que sujets sociaux que nous sommes, dans ces circonstances décrites ? Des questions que chacun de nous doit se poser au niveau personnel, des paroisses, des congrégations de vie consacrée, des mouvements et associations de fidèles laïcs, des églises particulières et comme Église continentale.

Mais surtout, plutôt que de se concentrer sur un regard sur le passé, le moment de crise et les interpellations que nous fait le texte qui la décrit, nous poussent à penser à l'avenir. Dans l'attitude que nous voulons affronter cette crise. Le pape François dit : « Au cours des épreuves de la vie se révèle ton propre cœur : combien il est solide, combien il est miséricordieux ; combien il est grand ou petit... Mais quand tu es mis à l'épreuve, c'est le contraire. Tu dois choisir. Et en faisant ton choix, tu révèles ton cœur.

Pense à ce qui se passe dans l'Histoire. Quand les gens ont le cœur à l'épreuve, ils prennent conscience de ce qui leur a permis de tenir. Ils ressentent aussi la présence du Seigneur, qui est fidèle et qui répond au cri de Son peuple. La rencontre qui s'ensuit permet l'ouverture d'un grand avenir »¹³

Paroles qui deviennent une invitation à embrasser la Croix confiantes que ce qui vient de cette crise est une vie nouvelle et donc, avant de nous replier, il faut aller à la rencontre pour servir les autres et ainsi susciter le changement possible, qui ne naîtra que de la compassion et du service.¹⁴

¹³ Pape François, *Un temps pour changer*, Flammarion, 2020, p. 12.

¹⁴ Cf. *Ibid*, p. 2.

Et c'est précisément dans ces aspects que nous reconnaissons comme transversaux à toutes les manifestations de la crise que l'Église reconnaît sa plus grande contribution au monde.

Le sens de la dignité humaine, le sens de la communauté humaine et du bien commun, et le sens de l'activité humaine dans sa légitime autonomie, sont les espaces de dialogue et de plus grande rencontre et enrichissement mutuel, entre l'Église et le monde, comme le reconnaissaient les évêques au Concile. (Cf. GS 40)

Le Concile dit : « Mais l'Église, en poursuivant la fin salvifique qui lui est propre, ne communique pas seulement à l'homme la vie divine ; elle répand aussi, et d'une certaine façon sur le monde entier, la lumière que cette vie divine irradie, notamment en guérissant et en élevant la dignité de la personne humaine, en affermissant la cohésion de la société et en procurant à l'activité quotidienne des hommes un sens plus profond, la pénétrant d'une signification plus haute. Ainsi, par chacun de ses membres comme par toute la communauté qu'elle forme, l'Église croit pouvoir largement contribuer à humaniser toujours plus la famille des hommes et son histoire. » (GS 40)

Cette situation critique, avant de nous écarter, nous confirme donc dans l'importance de la mission que nous sommes appelés à accomplir au milieu d'elle.

Le pape François dit aussi : « Les cœurs ont été mis à l'épreuve. La crise a suscité chez certains un courage nouveau et une compassion nouvelle. D'autres ont été passés au crible et ont réagi avec le désir de réimaginer notre monde ; d'autres encore sont venus en aide à ceux qui étaient dans le besoin avec des moyens concrets, susceptibles de transfigurer la souffrance de nos voisins. L'idée que nous pourrions sortir meilleurs de cette crise me remplit d'espérance. Mais il nous faut voir clair, bien choisir et agir correctement. »¹⁵.

¹⁵ *Ibid*, p. 20.

Horizons et clés pour l'action

De nombreux fronts d'action requièrent un travail conjoint au sein de l'Église, dans un esprit de synodalité, ainsi qu'un dialogue interdisciplinaire et transdisciplinaire avec le monde. Il faut aussi une action différenciée entre les niveaux de la vie sociale : le niveau personnel, le niveau familial et communautaire, le niveau social, le niveau structurel.

C'est pourquoi il est nécessaire de maintenir des horizons communs et des critères généraux qui permettent de maintenir l'unité dans la diversité des espaces et des niveaux d'action. Ces horizons sont :

Appelés à promouvoir la fraternité universelle et l'amitié sociale dans notre maison commune

L'être humain, créé par Dieu amour, trouve sa plénitude dans le don sincère de lui-même aux autres à travers l'amour exprimé sous diverses formes créatives. Le désir de Dieu est de construire une seule famille où règne l'esprit fraternel, dans le respect de l'égalité de chaque être humain qui habite dans la maison commune.

La pandémie a montré que ce rêve de Dieu s'est brisé en morceaux (FT 10-14), comme le montrent les données du diagnostic sur la crise socio-environnementale complexe que nous vivons. Nous sommes d'autant plus seuls qu'il s'agit d'un vaste réseau qui fait prévaloir les intérêts individuels et affaiblit la dimension communautaire de l'existence (FT 12). Les catastrophes dans les écosystèmes, les atteintes à la santé humaine et les impacts sur l'économie et la finance sont les faces d'une même crise. C'est pourquoi il est nécessaire de passer d'une culture du rebut à une culture du soin. Un changement systémique est nécessaire. Tout est lié.

L'Église, en tant que Bonne Samaritaine, a une grande tâche en montrant à travers le témoignage d'amour miséricordieux et avec un leadership d'influence au niveau national et international son choix pour le soin de la vie humaine dans toutes ses expressions, en particulier la vie des plus pauvres.

Le message du Concile est toujours actuel : « De nos jours surtout, nous avons l'impérieux devoir de nous faire le prochain de n'importe quel homme et, s'il se présente à nous, de le servir activement : qu'il s'agisse de ce vieillard abandonné de tous, ou de ce travailleur étranger, méprisé sans raison, ou de cet exilé, ou de cet enfant né d'une union illégitime qui supporte injustement le poids d'une faute qu'il n'a pas commise, ou de cet affamé qui interpelle notre conscience en nous rappelant la parole du Seigneur : « Chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. » (Mt 25, 40) » (GS 27)

François nous invite à accueillir et à valoriser toutes les personnes au-delà des frontières régionales, sans exclusion de race, de religion, de capacités, de sexe, et à défendre les droits fondamentaux à la santé, au logement, au travail, à l'éducation, à l'alimentation, entre autres. « Tout être humain a le droit de vivre dans la dignité et de se développer pleinement, et ce droit fondamental ne peut être nié par aucun pays. » (FT 107) Il est donc urgent de poursuivre la défense de la dignité humaine dans toute sa diversité en recherchant le bien commun, un principe que développe la Doctrine sociale de l'Église : « Nous ne parlons pas seulement d'assurer à tous la nourriture, ou une « subsistance décente », mais que tous connaissent « la prospérité dans ses multiples aspects ». Ceci implique éducation, accès à l'assistance sanitaire, et surtout au travail, parce que dans le travail libre, créatif, participatif et solidaire, l'être humain exprime et accroît la dignité de sa vie. Le salaire juste permet l'accès adéquat aux autres biens qui sont destinés à l'usage commun. » (EG 192)

Nous, chrétiens, sommes invités à rechercher des modèles économiques et sociaux inclusifs dans un monde globalisé qui respecte l'originalité et les différences culturelles régionales. « De notre foi au Christ qui s'est fait pauvre, et toujours proche des pauvres et des exclus, découle la préoccupation pour le

développement intégral des plus abandonnés de la société. » (EG 186) Nos efforts doivent inclure les périphéries, avec leurs visages divers. L'un des moyens d'y répondre est le travail en réseau, avec diverses organisations sociales unies par un objectif commun, en renforçant la tâche éducative et en luttant contre les causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité. C'est une tâche constante, « tant que notre système économique et social produira encore une seule victime et tant qu'il y aura une seule personne mise à l'écart, la fête de la fraternité universelle ». (FT 110)

Les indicateurs qui décrivent la situation socioéconomique et environnementale de l'Amérique latine et des Caraïbes doivent être interprétés dans le sens d'une culture de la mort prématurée et, en même temps, avec le défi urgent de l'émergence d'une culture de la vie. Le mouvement « l'Économie de François » avec ses douze villages ou villas et le Pacte Global Éducatif, répondent à l'expérience de la 'samaritanité', qui est la réponse évangélique aux cris des pauvres et de notre Soeur la Mère Terre.

Les sept Objectifs de Laudato Si' (OLS) prévus dans la Plateforme d'initiative Laudato Si' relie l'action ecclésiale à l'Agenda 2030 et à ses Objectifs de Développement Durable (ODD). Il y est précisé que l'écologie intégrale inclut la réponse à ces clamours, mais aussi la promotion d'un nouveau style de vie, d'une économie verte, d'une éducation écologique qui saute à une spiritualité écologique et d'une incidence politique citoyenne à la recherche du bien commun. Ces sept OLS, en synergie, peuvent stimuler le Jubilé dans notre chère maison commune, en les mettant en œuvre au cours des sept prochaines années.

Nous avons comme défi une « récupération juste » à partir de la gestion urgente face à « l'urgence climatique » et de la prise en compte des facteurs impliqués dans le polyèdre ecclésial. Le groupe de travail créé par le Vatican pour faire face à la pandémie et pousser l'humanité vers un scénario post-pandémie dans lequel nous, « Fratelli Tutti », chantons « Laudato Si' » dans toutes les « chères » Amazonies de la planète, ce qui nous sert d'inspiration pour « faire se lever » la parole.

Appelés à promouvoir la culture de la rencontre au milieu des conflits

Dans nos sociétés, il y a beaucoup de désaccords qui créent des conflits. On sait que « les conflits d'intérêts entre divers groupes sociaux surgissent inévitablement dans l'histoire et que le chrétien doit souvent prendre position à leur sujet avec décision et cohérence. » (CA 14) Face au défi de développer une véritable culture démocratique, nous avons une Eglise qui a collaboré à la formation de la mosaïque culturelle de nos peuples latino-américains et caribéens. En ce moment historique, nous pouvons apporter notre contribution en concevant « une culture qui privilégie le dialogue comme forme de rencontre, projeter la recherche de consensus et d'accords, mais sans la séparer de la préoccupation d'une société juste, capable de mémoire, et sans exclusions. » (EG 239).

François nous invite à construire la « culture de la rencontre », qui est un art qui a pour sujet et protagoniste le peuple qui transmet avec enthousiasme sa façon de vivre et son style de vie. Il est capable de construire des ponts, construire des ponts qui incluent tout le monde, (cf. FT 216) comprenant par peuple une identité commune faite de liens sociaux et culturels. (Cf. FT 158) Il part du principe de reconnaître l'autre comme distinct, en exerçant un traitement aimable et solidaire, en allant à sa rencontre dans les diverses situations de la vie.

La recherche de la vérité nous rend dignes et frères d'une société blessée par les mensonges qui corrompent et divisent. Une proposition est de partir de ce qui nous unit en tant que société diverse, multiculturelle. Dans ce cas, le désir de surmonter la pandémie et les problèmes structurels non résolus dans nos pays en favorisant le bien-être collectif. Nous avons une réserve morale qui conserve des valeurs de foi authentique et d'humanisme chrétien qui se trouve dans le substrat de la foi chrétienne, manifesté dans la religiosité populaire. « Une culture populaire évangélisée contient des valeurs de foi et de solidarité qui peuvent provoquer

le développement d'une société plus juste et croyante, et possède une sagesse propre qu'il faut savoir reconnaître avec un regard plein de reconnaissance. » (EG 68) Solidarité que nous voyons au cours de cette pandémie et qui s'exprime dans des milliers d'initiatives d'aide solidaire avec les personnes les plus vulnérables :

La pandémie nous donne l'occasion de manifester notre essence fraternelle, car nous sommes tous dans le même bateau et « personne ne se sauve tout seul, qu'il n'est possible de se sauver qu'ensemble. » (FT 32) L'amour du prochain nous pousse à agir face aux urgences humanitaires en les assumant avec coresponsabilité, pour engendrer de nouveaux processus de transformation, en étant partie active dans la réhabilitation et le secours des sociétés blessées. « Nous ne devons pas tout attendre de nos gouvernants ». (FT 77) Nous devons nourrir le bien et le mettre au service du bien commun. Lorsque nous prenons en charge ce qui nous revient, en assumant la douleur ou l'impuissance, nous découvrons tout le bien que Dieu a semé dans le cœur humain.

La construction de la culture de la rencontre doit dépasser les dialectiques avec un style de vie qui cherche le bien commun et la paix sociale sans perdre l'identité de chacun, explique François dans EG 217-237. Cette même proposition est résumée dans Fratelli Tutti en ces termes : « Le polyèdre représente une société où les différences coexistent en se complétant, en s'enrichissant et en s'éclairant réciproquement, même si cela implique des discussions et de la méfiance. En effet, on peut apprendre quelque chose de chacun, personne n'est inutile, personne n'est superflu. Cela implique que les périphéries soient intégrées. Celui qui s'y trouve a un autre point de vue, il voit des aspects de la réalité qui ne sont pas reconnus des centres du pouvoir où se prennent les décisions les plus déterminantes. » (FT 215)

La recherche de solutions aux problèmes est une occasion d'unir nos forces dans un but commun, en intégrant les différents points de vue. Cette pratique implique la flexibilité et non la rigidité, l'amplitude de l'esprit et du cœur, sachant qu'il existe différentes voies menant au même objectif.

Appelés à être des artisans de paix en unissant nos efforts avec d'autres

Depuis Vatican II, l'accent est mis sur l'édification de la paix (GS 83) sans oublier que « l'iniquité et le manque de développement humain intégral ne permettent pas de promouvoir la paix. » (FT 235) Cela nous met au défi de défendre des politiques qui contribuent à l'égalité des chances, en particulier pour les plus pauvres, afin d'éviter de nouveaux conflits sociaux.

Jésus, qui est la paix en personne, (cf. Ep 2, 14) appelle tous les baptisés à être un instrument de paix et un témoignage crédible de réconciliation. C'est pourquoi nous comptons sur le témoignage vivant de nos communautés ecclésiales qui pratiquent le pardon et la réconciliation, montrant que la non-violence est possible face à une société divisée et polarisée par les conflits. (Cf. EG 99-100) Ce type de témoignage attire, convainc et montre que l'unité est supérieure au conflit. C'est ainsi que se développent des espaces d'amitié sociale où se recréent de nouvelles relations interpersonnelles.

François nous invite à être « des artisans de paix disposés à élaborer, avec intelligence et audace, des processus pour guérir et pour se retrouver. » (FT 225).

L'art de construire la paix et de promouvoir la justice est un engagement constant dans le temps que l'Eglise, qui travaille aux côtés de diverses institutions, ne peut oublier, ainsi que la défense des plus pauvres. (cf. CA 58) Ceci consiste à collaborer à l'ensemble du processus qui nécessite « un travail patient de recherche de la vérité et de la justice qui honore la mémoire des victimes et qui ouvre, pas à pas, à une espérance commune plus forte que la vengeance. » (FT 226) A travers notre vie dévouée, nous proclamons « l'Evangile de la paix » (Ep 6, 15) prêts à collaborer avec les autorités nationales et internationales pour prendre soin de ce bien universel si grand. En particulier, en contribuant à la protection et à la prise en charge des victimes de la violence sexiste, en créant des mécanismes de plainte et de prévention pour les différents types d'abus, spécialement de ceux dont sont victimes les femmes pauvres.

Le bien commun est une construction dynamique, car parvenir à un consensus dans le respect de la vérité de la dignité humaine est une voie fondée sur la pratique du dialogue. François donne quelques directives pour le dialogue et l'amitié sociale : « Se rapprocher, s'exprimer, s'écouter, se regarder, se connaître, essayer de se comprendre, chercher des points de contact, tout cela se résume dans le verbe "dialoguer". Pour nous rencontrer et nous entraider, nous avons besoin de dialoguer. » (FT 198) Le respect et la disposition à l'écoute du point de vue de l'autre est la base fondamentale,¹⁶ ainsi que l'amour fraternel qui transcende les frontières et cherche à intégrer, sans exclure.

Cet exercice requiert la pratique de l'intérieur vers l'extérieur, de la personne vers la communauté, de la famille vers la société, du national vers l'international. Il nous engage en tant qu'Eglise à être des éducateurs de la paix en collaborant à la formation de citoyens responsables, dialogueurs et solidaires aux différentes étapes de la vie.

Appelés à promouvoir une politique de fraternité responsable, solidaire et amie des pauvres

Nous savons que dans le dialogue avec l'Etat et avec la société, l'Eglise n'a pas de solutions à toutes les questions particulières,¹⁷ mais elle peut proposer des valeurs fondamentales de la vie humaine et des convictions qui peuvent se traduire en actions politiques. (Cf. FT 241)

¹⁶ Dans le document de la Commission Théologique Internationale, « La synodalité dans la vie et dans la mission de l'église », se trouvent quelques lignes directrices que nous pouvons mettre en pratique, sous le titre « L'écoute et le dialogue pour un discernement communautaire ».

¹⁷ Le diagnostic détaillé des données sur la faiblesse de la démocratie, les droits de l'homme, le crime organisé et la corruption.

Quand on parle de « décadence de la démocratie représentative et de la lassitude du modèle économique qui produit des inégalités », nous avons plusieurs alternatives :

1. *Récupérer le contenu du terme populaire-peuple, dévalué et usé par une mauvaise utilisation. On comprendra ainsi le sens et la valeur de la démocratie comme « gouvernement du peuple » (FT 155-162) et avec le peuple.*
2. *L'Église, respectueuse de la légitime autonomie de l'ordre démocratique, peut renforcer l'État de droit où les trois pouvoirs — Législatif, Exécutif et Judiciaire — sont indépendants et équilibrés. Elle garantit ainsi la défense des droits inaliénables des citoyens.*
3. *Continuer à dénoncer les violations des droits de l'homme dans les pays qui se sont éloignés du modèle démocratique.*
4. *Collaborer à la réforme des institutions de l'État en surmontant les vices de corruption et les inefficacités.*
5. *Promouvoir une « saine politique » avec de larges visions, avec un réexamen intégral, en intégrant dans un dialogue interdisciplinaire les divers aspects de la crise provoquée par la pandémie. (FT 177)*
6. *La politique est une vocation de service, une diaconie laïque qui promeut l'amitié sociale pour la génération du bien commun. Il faut former des laïcs sur la base de la Doctrine Sociale de l'Église. Retrouver l'amour fraternel, en particulier la tendresse dans la politique, exprimée par des actions concrètes, proches, solidaires en privilégiant les pauvres. « La tendresse est le chemin à suivre par les femmes et les hommes les plus forts et les plus courageux » (FT 194).*
7. *Promouvoir des lois qui défendent la vie dans toutes ses expressions, de sa conception à la mort digne des personnes.*
8. *Promouvoir des lois antidrogue en faveur des populations les plus vulnérables.*
9. *Promouvoir des politiques sociales qui visent principalement la famille, en l'aidant par l'allocation de ressources matérielles et éducatives pour la formation des enfants et la prise en charge des personnes âgées; en évitant leur éloignement du noyau familial et en consolidant les relations entre les générations.*
10. *Favoriser des lois salariales qui protègent le travail sans discrimination de sexe, de race ou de religion, en protégeant les droits et la dignité des personnes.*

11. *S'engager à défendre la dignité et les droits des femmes en tenant compte du fait que « doublement pauvres sont les femmes qui souffrent des situations d'exclusion, de maltraitance et de violence, parce que, souvent, elles se trouvent avec de plus faibles possibilités de défendre leurs droits » (EG 212).*

Face aux désastres économiques provoqués par la pandémie, François affirme qu'il est opportun de penser de manière créative une économie intégrée dans un projet politique, social, culturel et populaire qui cherche le bien commun pour ouvrir une voie à des opportunités différentes (FT 178).

La notion de reprise ne peut se contenter d'un retour à un modèle de vie économique et sociale inégal et insoutenable, dans lequel une petite minorité de la population mondiale détient la moitié de la richesse.¹⁸ Il insiste sur une économie solidaire qui tienne compte des plus pauvres, en réduisant la dette extérieure.

Appelés à promouvoir un nouveau pacte éducatif pour un humanisme solidaire

Toutes les crises nous donnent l'opportunité de grandir et de tirer profit pour la construction d'un monde plus humain, solidaire, inclusif et respectueux de la maison commune. Cela ne sera possible que si se réalise un nouveau pacte éducatif mondial et local qui forme à un humanisme solidaire, à une nouvelle façon de comprendre et de vivre la condition humaine, à partir de la fraternité universelle, de la compassion et de la solidarité active.

¹⁸ Lettre du pape François aux participants aux réunions de printemps 2021 du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, disponible sur : https://www.vatican.va/content/francesco/fr/letters/2021/documents/papa-francesco_20210404_lettera-banca-mondiale.html

Une éducation qui enseigne à valoriser la Vie, parce que la VIE est plus forte que toutes les menaces de mort, elle est un don qui nous fait prendre conscience que nous sommes des êtres temporels. Qu'elle nous aide à être plus humains, plus sensibles, capables d'accepter notre vulnérabilité, ayant besoin des soins des autres et capables de prendre soin des autres, en augmentant le sens de responsabilité. « Si je prends soin de moi, je prends soin d'un autre ». Conscience collective du soin.

C'est aussi un temps pour cultiver la foi, nous ouvrir et chercher des réponses profondes : où est Dieu dans cette pandémie ? Quel est le sens de la vie ? Comment vivre pleinement le temps que je dois vivre ? Que signifient la vie éternelle et la communion des saints ?

Le confinement nous a donné l'occasion d'être seuls, de nous regarder intérieurement et de changer les attitudes, les manières de nous communiquer. D'être « au-dehors » à être « au-dedans » de nous-mêmes.

Une occasion aussi d'exercer la patience, la première caractéristique de l'amour selon Paul (1Co 13,4), ainsi que le service, sa deuxième caractéristique. Celui qui aime est patient et serviable, capable de supporter des situations propres ou des autres, sans se résigner, en tension vers une solution qui souvent ne dépend pas seulement de nos actions.

Valoriser l'essentiel dont nous avons besoin pour vivre, il ne sert à rien d'accumuler des choses matérielles si nous ne sommes pas en bonne santé, c'est pourquoi nous mettons au bon endroit la valeur des choses, des personnes, de la nature, des animaux, de la vie dans toutes ses expressions. Nous pouvons tout perdre, mais si nous avons la vie, nous pouvons recommencer, et des chemins d'espérance s'ouvrent.

Le confinement nous a fait apprécier la famille, le foyer comme l'église domestique où l'on vit, célèbre, travaille, vit la vie quotidienne et se transmet la foi. Cela a rendu possible l'exercice du dialogue dans nos familles, nous avons créé des espaces où il est possible de pratiquer la culture de la rencontre en reconnaissant l'autre.

L'éloignement nous a fait apprécier et regretter le contact physique, l'étreinte, la proximité, le partage face à face, le toucher, le manger ensemble, célébrer. Cette réalité n'a pas

été remplacée par les rencontres virtuelles qui, tout en nous communiquant, ne substituent pas l'autre, l'autre dans son être, dans sa présence corporelle, physique.

Même les fruits de vivre ce temps de « jeûne » de l'Eucharistie dans de nombreuses régions où elle n'est célébrée qu'en ligne, ont fait prendre conscience de la communion spirituelle en rencontrant le Seigneur dans sa Parole (SC 6). Elle est comme le corps du Seigneur qui nous nourrit et donne la vie. Elle nous a aidé à comprendre les communautés qui n'ont pas de prêtres et qui restent unies dans la foi, par des laïcs qui vivent de manière adulte leur foi.

L'expérience d'aimer jusqu'à donner la vie est réapparue comme une réalité globale que nous voyons dans tant de témoignages de médecins et du personnel de santé, de prêtres, de religieuses et de religieux qui ont donné leur vie en prenant soin des malades. Un fruit du « jeûne de contact physique » a été la créativité de nombreuses façons de se rencontrer virtuellement. Les gens ont été formés à l'utilisation d'Internet, en particulier les personnes âgées, pour communiquer et partager avec leurs communautés. Nous voyons beaucoup d'initiatives en ligne : des veilles, des messes, des chapelets, des pèlerinages, toute sorte d'actions pour manifester la foi.

Il s'agit d'une manifestation de la responsabilité des baptisés comme sujets actifs dans la construction de l'Église. Les gens s'identifient à des communautés virtuelles internationales où ils se réunissent pour réfléchir, dialoguer, grandir dans la foi. La virtualité nous a rapprochés en brisant les frontières.

La pandémie ressuscite l'espoir que nous puissions être porteurs d'un amour profond pour chaque personne, avec laquelle nous formons une famille vivant dans l'unique maison commune dont nous sommes tous responsables de soigner et de protéger.

Profitons de ce que : « En ce monde globalisé « les médias peuvent contribuer à nous faire sentir plus proches les uns des autres ; à nous faire percevoir un sens renouvelé de l'unité de la famille humaine, qui pousse à la solidarité et à l'engagement sérieux pour une vie plus digne [pour tous...]. [...] Internet peut offrir plus de possibilités de rencontre et de solidarité entre tous, et c'est une bonne chose, c'est un don de Dieu ». »(FT 205)



Pour poursuivre le dialogue

Comme il a été souligné, dans l'effort de reconnaître la présence du ressuscité au milieu de cette crise, les mots et les gestes du pape François ont eu un caractère prophétique, qui ouvrent des horizons et nous lancent vers l'avenir avec espérance.

Plus que pour conclure cet exercice théologique et pastoral, il convient d'attirer l'attention sur les mots du pape François pour poursuivre le dialogue :

« On pourrait se demander : « Et maintenant, que dois-je faire ? Quelle pourrait être ma place dans cet avenir, et que puis-je faire pour le rendre possible ? ». Deux mots me viennent à l'esprit : décentrement et transcendance. [...] J'aime l'image du pèlerin, celui qui se décentre et peut donc transcender. Il sort de lui-même, s'ouvre à un nouvel horizon, et quand il revient dans sa maison, il n'est plus le même, et donc sa maison ne sera plus la même. Nous sommes au temps des pèlerinages. »¹⁹.

¹⁹ Pape François, *Un temps pour changer*, o. c., p. 199.

Face à ce diagnostic de la situation socio-économique et environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes, apparaît la nécessité de proposer une relecture de celui-ci en clé théologique et pastorale, à partir de notre confession de foi dans la présence et l'œuvre du Seigneur Ressuscité au milieu de la complexité de ces réalités, en poussant l'histoire vers la plénitude du Royaume : «Voici que je suis avec vous pour toujours jusqu'à la fin du monde. »
(Mt 28, 20)

Le regard des disciples missionnaires sur cette réalité de notre contexte a pour but de pouvoir reconnaître, avec les yeux de la foi, les signes de la présence miséricordieuse du Seigneur et de ses plans en elle, et de pouvoir écouter ses appels à le suivre et à le servir dans cette réalité. Il s'agit de découvrir son passage salvifique dans et à travers l'histoire, comme chaque époque l'a exigé de la communauté des croyants.



EDITORIAL **CELAM**

Carrera 5 N° 11 8- 31
PBX (571)587 9710 Exts. 307/345/351
editora@celam.org
eventas@celam.org
elibreria@celam.org
Bogotá, D. C., Colombia